



Strasbourg, le 15 juin 2011
[tpvs07f_2011]

T-PVS (2011) 7

CONVENTION RELATIVE A LA CONSERVATION DE LA VIE SAUVAGE
ET DU MILIEU NATUREL DE L'EUROPE

**Groupe d'experts de
la diversité biologique des îles d'Europe**

Galéria (Corse, France), 9-11 juin 2011

---ooOoo---

RAPPORT

*Document
établi par la
Direction de la Culture et du Patrimoine culturel et naturel*

SOMMAIRE

1.	Rapport de réunion	3
2.	Annexe 1: Liste des participants	8
3.	Annexe 2: Ordre du jour	12
4.	Annexe 3: Compilation des rapports nationaux sur les activités relatives à la diversité biologique des îles d'Europe	13
5.	Annexe 4: Projet de recommandation sur la Charte de la sauvegarde et de l'utilisation durable de la diversité biologique des îles d'Europe	35

Le Groupe d'experts de la diversité biologique des îles d'Europe a tenu sa 3^e réunion à Galéria (Corse, France) du 9 au 11 juin 2011.

Le Comité permanent est invité à:

1. prendre note du rapport de la réunion, et notamment des activités en cours dans différentes Parties contractantes et des activités menées par des organisations dotées du statut d'observateur;
2. remercier les autorités françaises de protection de la nature et les autorités régionales Corse pour l'excellente préparation de la réunion;
3. examiner et, le cas échéant, adopter le projet de recommandation sur la Charte de la sauvegarde et de l'utilisation durable de la diversité biologique des îles d'Europe (annexe 4 au présent document);
4. prendre note des propositions du Groupe d'experts relatives aux priorités en matière de sauvegarde de la diversité biologique sur les îles d'Europe.

BIENVENUE

Des représentants d'autorités locales, régionales et gouvernementales, dont le sous-préfet, le maire de Galéria, le Président du conseil d'administration du parc régional de Corse, et des représentants des autorités de protection de la nature des gouvernements régional et central souhaitent la bienvenue aux participants à Galéria et en Corse.

Plusieurs interventions soulignent l'importance de la diversité biologique des îles, et notamment en Corse, et mettent l'accent sur l'action du ministère de l'Ecologie, du développement durable, des transports et du logement ainsi que des pouvoirs locaux et régionaux dans la protection de la diversité biologique indigène.

S'exprimant au nom du Conseil de l'Europe, le Secrétariat remercie les autorités françaises pour l'excellente organisation de la réunion, pour leur assistance et pour leur hospitalité.

1. OUVERTURE DE LA REUNION

Le Président, M. Øystein Størkersen, souhaite la bienvenue aux participants (liste à l'annexe 1), constate les progrès réalisés depuis la dernière réunion du Groupe et espère que cette troisième réunion parviendra à finaliser la Charte de la sauvegarde de l'utilisation durable de la diversité biologique des îles d'Europe ainsi que les propositions d'actions prioritaires.

L'intérêt de la Corse des points de vue biologique et de la sauvegarde de la nature fait l'objet de deux présentations, la première par M. A. Osnisi, qui porte principalement sur les écosystèmes d'eau douce de la Corse et les espèces endémiques, et la deuxième par M. Jean-Marie Dominici, qui présente la réserve de Scandola qui sera visitée à la fin de la réunion. Les deux présentations donnent aux participants une bonne idée de l'extraordinaire richesse biologique de la Corse et de la réserve de Scandola.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté tel qu'il figure en annexe 2 au présent rapport.

3. RAPPORTS DES ETATS ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Les rapports écrits soumis par la France, l'Irlande et le Royaume-Uni figurent en annexe 3 au présent document.

Mme Catherine Numa (UICN – Centre pour la coopération méditerranéenne) décrit les priorités du Centre. Il élabore des Listes rouges méditerranéennes (qui couvrent tant les espèces de plantes que les insectes et les coraux) et travaille également à l'identification de zones d'importance pour la diversité biologique. Il a organisé un Forum sur les îles inhabitées de la Méditerranée (Palma, 21-22 octobre 2011) visant à fédérer les travaux réalisés dans le bassin méditerranéen sur la biodiversité des îlots inhabités. Un autre projet du Centre consiste à créer sur Internet un centre d'échanges sur la biodiversité méditerranéenne.

M. Igor Boršić, qui représente la Croatie, fait une brève présentation sur les activités actuellement menées en faveur de la diversité biologique sur les 1185 îles de Croatie, qui couvrent 5,8 % du territoire national. Un inventaire de la biodiversité végétale réalisé sur 106 îles a permis de relever 1807 espèces, dont 89 espèces adriatiques et 35 espèces strictement endémiques. 200 espèces de vertébrés vivent sur les îles de Croatie, dont 13 taxons endémiques du lézard des murailles dalmate. Les espèces envahissantes constituent un problème particulier qui s'ajoute à plusieurs autres (tourisme, constructions illégales, pression humaine, abandon d'activités traditionnelles, etc.). Un projet vise à constituer un réseau de zones marines en vue de leur intégration à Natura 2000 dans la perspective de l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne.

M. Bernard Recorbet fait une présentation sur la France continentale, en insistant sur l'existence d'une stratégie nationale pour la diversité biologique qui vise notamment à mettre en place un inventaire global de la biodiversité du pays qui engloberait les îles et le littoral. En France, la protection du littoral est

facilitée par l'État, qui achète des zones littorales importantes pour la diversité biologique (*Conservatoire du Littoral*). La création de nouvelles zones protégées et des réseaux écologiques (“*Trame verte et bleue*”) est en cours. Plus de 203 zones littorales ont été classées, dont 33 réserves marines. Il existe trois parcs régionaux insulaires dans le Cotentin, en Bretagne et en Corse, qui couvrent également tous les taxons intéressants de montagne. Trois nouveaux parcs marins devraient bientôt être classés. 15 réserves naturelles existantes sont situées sur des îles. Il explique de manière détaillée certains mécanismes d'action en faveur des espèces et des habitats menacés.

M. Mohamed Chaieb, qui représente la Tunisie, fait un exposé sur son pays. Les six principales îles sont bien étudiées pour leur diversité biologique. Elles renferment des éléments d'une grande valeur biologique, tant terrestres que marins. Certains ont d'urgence besoin de protection pour pallier les menaces.

Mme Naomi Kingston, déléguée de l'Irlande, présente quelques espèces et activités de sauvegarde remarquables de son pays. L'Irlande a entrepris l'élaboration d'une base de données nationale sur sa flore pour cartographier les éléments de sa diversité biologique. Les menaces pour la biodiversité augmentent, mais pas les ressources. Une nouvelle stratégie a été mise en place contre les espèces exotiques envahissantes, qui constituent une menace importante. Des plans d'action ont été lancés pour la plupart des espèces menacées, comme la sterne de Dougall. D'autres projets visent la préservation des terres agricoles d'une grande valeur pour la diversité biologique.

M. Ian Bainbridge, qui représente le Royaume-Uni, présente une version actualisée du rapport soumis par son pays en 2010, qui décrit notamment des mesures prises en Ecosse. Une loi spéciale y confère aux autorités de nombreux pouvoirs en matière de contrôle et d'éradication des espèces exotiques envahissantes. Les oies suscitent également des inquiétudes, et l'on tente actuellement de définir ce qui pourrait constituer des “populations acceptables” afin d'éviter des effets indésirables. La dératification progresse également, notamment dans le cadre de nouveaux projets scientifiques qui tentent d'éliminer ces rongeurs dans certaines îles.

M. Paulo Vieira Borges, des Açores (Portugal), souligne la gravité de la menace constituée par les espèces envahissantes. Chacune des 9 îles des Açores se dote d'un parc naturel. Pourtant, la connaissance de la très riche flore et faune des îles reste incomplète, et une grande partie des espèces sont endémiques. Le déboisement a été très intense dans la plupart des îles. Seul un pourcentage relativement faible des forêts des Açores sont indigènes, et peuplées d'espèces indigènes. La perturbation des milieux naturels réduit fortement la présence des espèces indigènes.

M. Øystein Størkersen, qui représente la Norvège, présente un rapport actualisé pour son pays [document T-PVS (2010) 12 annexe 6]. Il expose au Groupe les efforts consentis par la Norvège dans la lutte contre les poissons exotiques envahissants et d'autres espèces d'eau douce. Plusieurs méthodes sont utilisées dans la lutte contre les poissons introduits, dont certaines sont chimiques. Le pays se dote actuellement de nouvelles lois sur les EEE. Le commerce de nombreuses espèces sera interdit. Des clauses de responsabilité devraient dissuader les nouvelles introductions. Des travaux doivent permettre de réduire l'impact sur les oiseaux des lignes électriques, dont certaines seront enterrées. Un plan vise à éliminer le vison de certaines îles et à mettre en place des contrôles stricts autour des principaux sites de reproduction des oiseaux sur la partie continentale de la Norvège. Le changement climatique reste une préoccupation majeure, une hausse de 2°C de la température de l'eau de mer ayant été enregistrée dans le sud du pays. Le chien viverrin fait aussi l'objet d'un plan de lutte. Par ailleurs, des mesures spéciales de sauvegarde ont été prises à Svalbard pour certaines espèces d'oies (notamment l'oie à bec court).

Flore de la Corse – Problèmes liés aux espèces exotiques envahissantes: Mme Hugot, du Conservatoire botanique de Corse, fait une présentation très complète des richesses de la flore de Corse, de ses rapports avec d'autres territoires, de ses principales espèces endémiques et des menaces. S'agissant des espèces exotiques envahissantes, les efforts se concentrent sur la prévention et sur l'identification des espèces qui ont un impact sur les milieux naturels. Un système d'alerte précoce a été mis en place par les botanistes.

Les Réserves de la biosphère et leur importance sur les îles: M. Miguel Clüsener-Godt (UNESCO) indique au Groupe qu'il existe 563 Réserves de la biosphère réparties sur 110 pays. Dans de nombreux pays d'Europe, les Réserves de la biosphère sont des zones protégées, et certaines sont situées sur des îles. Elles font toutes l'objet d'une stratégie très complète de sauvegarde, le "Plan d'action de Madrid pour les Réserves de la biosphère (2008-2013). Un réseau de Réserves de la biosphère méditerranéenne a été constitué, il fait l'objet de mesures spécifiques et son secrétariat est installé dans la Réserve de la biosphère de Minorque.

M. Fabrice Bernard (*Conservatoire du Littoral*) présente un projet sur les îlots de la Méditerranée (qui sont pour la plupart inhabités). Il existe plus de 15 000 îles de moins de 3000 ha en Méditerranée. Le projet vise à améliorer la durabilité sur les îlots, en encourageant les bonnes pratiques et un aménagement du territoire plus sain. Cinq pays participent au projet. Quelques projets pilotes ont été lancés (y compris sur le patrimoine culturel, l'utilisation de l'énergie, la diversité biologique et les espèces exotiques envahissantes). La plupart des activités sont menées sur place. La formation et la collecte de données sont deux aspects importants du projet.

4. CHARTE EUROPEENNE DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE DES ILES [Document T-PVS/Inf (2011) 8]

M. Yves de Soye, Consultant, présente la nouvelle version de la Charte de la sauvegarde et de l'utilisation durable de la diversité biologique des îles d'Europe, telle que modifiée à la lumière de toutes les observations du gouvernement. Il explique la portée et l'objectif de la Charte, qui est à la fois un document incitatif et une déclaration de principes pour la bonne gouvernance et la sauvegarde des îles.

Le Groupe décide que la portée géographique de la Charte couvrira les îles de Macaronésie, l'Islande, le nord-est de l'Atlantique, la mer Méditerranée et la mer Noire.

Le Groupe examine en détail les différents points de la charte et décide qu'il sera soumis au Comité permanent de la Convention de Berne conjointement au projet de recommandation figurant à l'annexe 4 au présent rapport.

5. LES ESPECES EXOTIQUES ENVAHISANTES DANS LES ILES: ACTIVITES EN COURS DANS LE CADRE DE LA CONVENTION [Document T-PVS (2011) 6]

Le Secrétariat présente brièvement les activités de la Convention sur les espèces exotiques envahissantes. Le Groupe d'experts de la Convention de Berne s'est récemment réuni à Malte pour examiner la mise en oeuvre de la Stratégie européenne sur les espèces exotiques envahissantes et du Code de conduite sur l'horticulture et les plantes exotiques envahissantes. De nouveaux Codes de conduite sont en cours d'élaboration sur la Chasse et les EEE, les Animaux de compagnie et les EEE (qui sont tous deux pratiquement terminés), les EEE dans les zoos et les aquariums, et les EEE et les jardins botaniques. Le Groupe mène également des travaux sur les EEE et les zones protégées.

Cette démarche, qui met l'accent sur des instruments volontaires, est complémentaire de la nouvelle orientation adoptée par l'Union européenne, qui préparera prochainement un "instrument juridique spécifique sur les EEE".

6. PRIORITES D'ACTION [Document T-PVS/Inf (2011) 9]

En l'absence du Consultant (M. Pete Robertson), M. Ian Bainbridge – qui a participé au projet par des idées et des propositions – présente le rapport.

Le rapport propose un ensemble très complet d'actions futures envisageables par les gouvernements. Le rapport a également bénéficié des idées émises par le Groupe lors de sa réunion précédente, à Svalbard. Comme dans tout exercice de "définition des priorités", il a fallu faire des choix, mais le document n'avait vocation ni à être exhaustif - ce qui laisse la porte ouverte à de nombreuses autres actions sur la diversité

biologique des îles – ni à être universel – pour certaines îles, les priorités mentionnées ne sont pas nécessairement les plus importantes. Il s'agit d'un document "incitatif" dans lequel les gouvernements et les ONG pourront puiser des orientations utiles pour leurs programmes d'activité en faveur de la diversité biologique des îles.

Les participants font de nombreuses observations, parmi lesquelles:

- le document pourrait citer la gestion des déchets au nombre des défis rencontrés sur certains îlots;
- le document pourrait mentionner que les îles joueront un rôle déterminant dans la mise en oeuvre de l'engagement de la CDB relatif aux zones littorales, car elles possèdent une part importante du littoral européen;
- les espèces endémiques ne sont pas toutes menacées, et il conviendrait donc de mettre l'accent sur les espèces endémiques qui le sont effectivement;
- le feu peut également constituer une menace, même si un recours bien géré au feu peut contribuer à la création de mosaïques d'une grande valeur et à forte diversité biologique;
- la conservation *ex situ* peut, à l'avenir, rendre de grands services en faveur des espèces insulaires menacées par le changement climatique;
- il serait utile de vérifier si, par souci de précision, le sigle "UE" ne pourrait pas être remplacé par le mot "européen" en certains endroits du document;
- le texte pourrait mentionner l'importance pour la sauvegarde d'une prise de conscience de la biodiversité et de "l'approche par écosystèmes";
- il pourrait être indiqué de présenter les actions prioritaires comme des outils à l'intention des gouvernements désireux d'atteindre les objectifs et de remplir leurs obligations dérivés de la CDB et de la Convention de Berne.

Le Groupe se déclare très favorable aux documents et aux propositions formulées, et charge le Secrétariat de le soumettre à la CDB dès que le Comité permanent de la Convention aura adopté la Charte.

7. PROPOSITIONS AU COMITE PERMANENT

Le Groupe propose que, dans les limites des moyens disponibles, le Comité permanent continue d'accorder son attention à la diversité biologique des îles. Le Groupe estime qu'il conviendrait de se réunir deux à trois fois par an pour suivre l'état de la mise en oeuvre de la Charte et des priorités proposées.

8. IDEES SUR LA MANIERE DE METTRE EN RESEAU LES ACTIVITES EN FAVEUR DES ILES

Plusieurs participants suggèrent qu'il serait utile, parallèlement aux efforts de protection consentis par chacun des gouvernements, d'établir une collaboration autour de certaines activités de sauvegarde des îles, dans le cadre d'un projet commun qui pourrait faire l'objet d'une demande de financement au titre d'un projet LIFE ou dans le cadre de notre mécanisme approprié.

9. ÉLECTION DU PRESIDENT

M. Giuseppe Brundu (Italie) est élu président.

Annexe 1**LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS****I. CONTRACTING PARTIES / PARTIES CONTRACTANTES****CROATIA / CROATIE**

Mr Igor BORŠIĆ, Expert on Vascular Plants, State Institute for Nature Protection, Department for Wild and Domesticated Taxa and Habitats, Trg Mažuranića 5, 10000 ZAGREB.

Tel: +385 1 5502 946. Fax: + 385 1 5502 901. E-mail: igor.borsic@dzzp.hr

FRANCE / FRANCE

Ms Marianne COURROUBLE, Chargée de mission “affaires internationales” DGALN/DEB/PEM, Ministère de l’écologie, du développement durable, des transports et du logement, Arche Sud, F- 92055 LA DEFENSE cedex.

Tel : +33 140 81 31 90. E-mail : marianne.courrouble@developpement-durable.gouv.fr

Mr Jean-Philippe SIBLET, Directeur du Service du Patrimoine naturel, Muséum national d’Histoire naturelle (France), 36 rue Geoffroy Saint-Hilaire , Maison Buffon, CP 41 - 75231 PARIS Cedex 05.

Tel : +33 140 79 32 66. Fax: +33 140 79 80 11. E-mail : siblet@mnhn.fr

Mr Fabrice BERNARD, Délégué Europe et International, Conservatoire du littoral /Initiative pour les Petites Iles de Méditerranée, 3, Rue Marcel Arnaud, F- 13100 AIX EN PROVENCE.

Tel : +33-607-91-02-98...Fax: +33-4-42-91-64-11 E-mail : f.bernard@conservatoire-du-littoral.fr

Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Corse (DREAL)

Mr Bernard RECORBET, Chef de l’Unité Biodiversité terrestre, DREAL Corse, Ministère de l’Ecologie du Développement Durable, des Transports et du Logement, 19 cours Napoléon BP 334, F-20180 AJACCIO cedex

Tel : +33 495 51 79 80. Fax : +33 495 51 79 89. E-mail : bernard.recorbet@developpement-durable.gouv.fr

Mr Brice GUYON, Charge de mission Espèces protégées, DREAL Corse, Ministère de l’Ecologie du Développement Durable, des Transports et du Logement, 19 cours Napoléon BP 334, F-20180 AJACCIO cedex

Tel : +33 495 51 79 82. E-mail : brice.guyon@developpement-durable.gouv.fr

Ms Sandra FIORITI, Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement, Chargé d'opération planification dans le domaine de l'eau, Pôle politique régionale de l'eau, Service de l'Eau, DREAL Corse, Route d'Aglianu - Montesoro- 20600 BASTIA

Tél: +33 495 30 13 78. Fax: +33 495 30 13 89. E-mail: sandra.fioriti@developpement-durable.gouv.fr

Ms Julia CULIOLI, Chargée d'opérations Qualité des milieux, DREAL Corse, Route d'Agiani - Montesoro- 20600 BASTIA

Tel : 04.95.30.13.87. E-mail : julia.culioli@developpement-durable.gouv.fr

Ms Magali CANNAC, Office de l'Environnement de la Corse, Département Stratégies et Sciences de la Mer, 14, Avenue Jean Nicoli - 20250 CORTE

Tel: +33 495 45 04 23. Fax: +33 495 45 04 01. E-mail : Magali.Cannac@oec.fr

Observateurs

Mr Julien SEVESTRE, Adjoint au Chef du Pôle Protection et Aménagement durable de l'Espace marin, Préfecture maritime de la Méditerranée, Division Action de l'Etat en mer, BCRM de Toulon BP 921, F-83800 TOULON Cedex.

Tel : +33 422 43 60 91. Port. +33 619 17 57 77. Fax: +33 422 42 13 63. E-mail : julien.sevestre@premar-mediterranee.gouv.fr

Ms Bénédicte BENOIT- SISCO, Chargée de mission, Conservatoire du littoral, 3, rue Luce de Casabianca, 20200 BASTIA.

Tel: +33 495-32-38-14. Fax: +33 495-32-13-98. E-mail : b.benoit-sisco@conservatoire-du-littoral.fr

ICELAND / ISLANDE

Dr Jón Gunnar OTTÓSSON, Director General, Icelandic Institute of Natural History, Urriðaholtsstræti 6 - 8, ISL-212 GARÐABAER. (P.O. Box 125)

Tel: +354 5900 500. Fax: +354 5900 595. E-mail: jgo@ni.is

IRELAND / IRLANDE

Ms Naomi KINGSTON, Conservation Scientist, National Parks & Wildlife Service, Department of Arts, Heritage and the Gaeltacht, 7 Ely Place, DUBLIN 2

Tel : +353-1-18883293. Fax: +353-1-8883278. E-mail : naomi.kingston@environ.ie

ITALY / ITALIE

Mr Giuseppe BRUNDU, Corpo Forestale e di Vigilanza Ambientale della Regione Sardegna, Direzione Generale - Via G Biasi 7 – 09131 CAGLIARI.

Tel: +39 070 606 7557. Fax: +39 070 606 6612. E-mail: gbrundu@regione.sardegna.it

MALTA/ MALTE

Mr Duncan BORG, Environment Protection Officer, Malta Environment and Planning Authority, P.O. Box 200, MARSA, MRS 1000

Tel : +356 2290 7105. Fax: +356 2290 2295. E-mail : duncan.borg@mepa.org.mt

NORWAY / NORVÈGE

Mr Øystein STØRKERSEN, Senior Advisor, Directorate for Nature Management, Tungasletta 2, N-7485 TRONDHEIM

Tel. +47-7358 0500. Fax: +47-7358 0501 or 7358 0505. E-mail: oystein.storkersen@dirnat.no

PORtUGAL / PORTUGAL

Mr Paulo Alexandre VIEIRA BORGES, Azorean Biodiversity Group (CITA-A) University of Azores, Universidade dos Açores, Dep. De Ciências Agrárias, Terra-Chã, P-9700-851 ANGRA DO HEROÍSMO, Portugal (Açores)

Tel : +351.295.402420 Fax : +351.295.402421 E-mail : pborges@uac.pt

TUNISIA / TUNISIE

Mr Mohamed CHAIEB, Professeur des Universités, Ministère de l'Environnement & du Développement Durable /Faculté des Sciences de Sfax, B.P.: 802 ; 3030 SFAX

Tel: + 216 98 408 323. Fax: + 216 74 274 437. E-mail: Mohamed.Chaieb@gnet.tn

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mr Ian BAINBRIDGE, Head of Science, Scottish Natural Heritage, Silvan House, 3rd Floor East, 231 Corstorphine Road, EDINBURGH EH12 7AT.

Tel: +44 0131 316 2600. Direct dial: +440131 316 2676. E-mail : ian.bainbridge@snh.gov.uk

II. OBSERVERS / OBSERVATEURS**IUCN (International Union for Conservation of Nature)**

Ms Catherine NUMA, Mediteranean Species Programme, IUCN-Centre for Mediterranean Cooperation C/Marie Curie N° 22 (PTA), E-29590 CAMPANILLAS MÁLAGA-Spain

Tel +34-952028430 ext 303. E-mail: MedSpecies@iucn.org. website: www.iucn.org/mediterranean

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation / Organisation des Nations Unites pour l'éducation, la science et la culture (Unesco)

Mr Miguel CLÜSENER-GODT, Acting Chief, Ecological Sciences & Biodiversity Section, Division of Ecological and Earth Sciences, UNESCO, 1, rue Miollis, F-75732 PARIS Cedex 15, France.

Tel: +33 145 68 41 46. Fax: +33 145 68 58 04. E-mail: m.clusener-godt@unesco.org . website: <http://www.unesco.org/mab>

III. CONSULTANTS / EXPERTS CONSULTANTS

Mr Yves de SOYE, Climate Change, Energy and Biodiversity, 198 route des granges, 74520 CHENEX (Haute Savoie), France.

Tel: +33 (0)456 810290. E-mail: yvesdesoye@gmail.com.

IV. INTERPRETERS / INTERPRETES

Ms Ingrid CATTON, 26 rue de l'Yvette 75016 PARIS, France

Tel.Fax et Q +33 1 40 50 80 84. E-mail : ingrid.catton@wanadoo.fr

Ms Starr PIROT, Chemin des Toches, CH-1261 LONGIROD, Suisse.

Tel : +41-79-611-7462. E-mail: s.pirot@aiic.net

Mr William VALK, 2, rue des Jardins, Duntzenheim, F-67270 HOCHFELDEN, France.

Tel: +33 3 88 70 59 02. Fax: +33 3 88 70 50 98. E-mail: william.valk@wanadoo.fr

V. SECRETARIAT / SECRETARIAT

Council of Europe / Conseil de l'Europe, Directorate of Culture and of Cultural and Natural Heritage / Direction de la Culture et du Patrimoine culturel et naturel, F-67075 STRASBOURG CEDEX, France Tel : +33 3 88 41 20 00. Fax : +33 3 88 41 37 51

Mr Eladio FERNÁNDEZ-GALIANO, Head of the Biological Diversity Unit / Chef de l'Unité de la Diversité biologique

Tel : +33 3 88 41 22 59 Fax : +33 3 88 41 37 51 E-mail : eladio.fernandez-galiano@coe.int

Ms Véronique de CUSSAC, Biological Diversity Unit / Unité de la Diversité biologique

Tel : +33 3 88 41 34 76 Fax : +33 3 88 41 37 51. E-mail : veronique.decuissac@coe.int

Annexe 2

**Convention de Berne - Groupe d'experts
de la diversité biologique des îles d'Europe**

3^e réunion

Galéria, Corse, France (9-11 juin 2011)
9h30 – 18h00

ORDRE DU JOUR

PAROLES DE BIENVENUE PAR LES AUTORITES NATIONALES, REGIONALES ET LOCALES

1. OUVERTURE DE LA REUNION PAR LE PRESIDENT

Brefs exposés sur la biodiversité de la Corse et sur ses principaux défis en matière de sauvegarde de la nature:

- espèces endémiques et écosystèmes d'eau douce;
- réserve terrestre et marine de Scandola.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

3. RAPPORTS DES ETATS ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

[document T-PVS/Inf (2011) 10]

- Méditerranée et mer Noire

Présentation par le Centre pour la coopération méditerranéenne de l'IUCN, France, Croatie

- Atlantique Nord et Baltique

Présentation par l'Irlande, le Royaume-Uni, la Norvège

- Macaronésie

Présentation par les Açores, Portugal

- La flore de Corse et la problématique des EEE dans les îles

- Les Réserves de la biosphère et leur importance dans les îles

- Les travaux sur les îles inhabitées de la Méditerranée

4. CHARTE EUROPEENNE DES ILES

[document T-PVS/Inf (2011) 8]

5. LES EEE DANS LES ILES: ACTIVITES EN COURS DANS LE CADRE DE LA CONVENTION

[document T-PVS (2011) 6]

6. PRIORITES D'ACTION

7. PROPOSITIONS AU COMITE PERMANENT DE LA CONVENTION DE BERNE

8. IDEES SUR LA MANIERE DE METTRE EN RESEAU LES ACTIVITES EN FAVEUR DES ILES

9. ELECTIONS DU PRESIDENT

Annexe 3

COMPILEDATION DES RAPPORTS NATIONAUX SUR LES ACTIVITES RELATIVES A LA DIVERSITE BIOLOGIQUE DES ILES D'EUROPE

Contents / Sommaire

1. France / France
2. Ireland / Irlande
3. Italy / Italie
4. Malta / Malte
5. United Kingdom / Royaume-Uni

1. FRANCE / FRANCE

RESUME

La France métropolitaine compte un nombre très important d'îles et d'îlots (près de 1300) situés pour un part importante en Bretagne et en Méditerranée, la Corse représentant à elle seule plus de 90% des surfaces insulaires françaises de métropole.

La biodiversité de ces îles est particulièrement remarquable et est mise en évidence par de nombreux outils d'inventaires et de protections :

- l'inventaire de Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF). 80% des îles françaises sont couvertes pour cet inventaire ;
- Natura 2000 : 10% des surfaces couvertes par ce dispositif sont des îles ;
- Les parcs naturels régionaux : la Corse et la Bretagne sont concernées
- Les parcs nationaux : Port Cros
- Les parcs marins (l'Iroise)
- Les réserves naturelles : 15 concernent en tout ou partie des îles
- Les arrêtés préfectoraux de biotope : près de 70 concernent en tout ou partie des îles

Il faut souligner le rôle particulier joué par le Conservatoire des Espaces Littoraux et de Rivages Lacustres dont la vocation est d'acheter des terrains pour les soustraire aux aménagements et à la spéculation foncière. Cet organisme à acquis, depuis sa création en 1975, près de 21000 hectares sur des îles.

Le rôle des conservatoires botaniques nationaux est également très important et porte principalement sur des actions d'acquisition de la connaissance sur la flore, avec un point focal sur la flore remarquable, un travail de veille/sensibilisation sur les espèces exotiques envahissantes et enfin un travail de recensement et de cartographie des habitats.

D'autres outils tels que les réserves de biosphère du programme MAB, les zones humides « RAMSAR », le parc international des Bouches de Bonifacio en Corse, le sanctuaire PELAGOS pour les cétacés en Méditerranée.... viennent compléter le dispositif.

La biodiversité de ces îles est fragile et elle est menacée par différents facteurs dont deux font l'objet de développements particuliers :

- les espèces exotiques envahissantes. Ce problème est particulièrement inquiétant en milieu insulaire et le rapport fait la synthèse des actions de contrôle, d'éradication et de suivis qui sont actuellement mise en œuvre sur les îles françaises ;
- les impacts du réchauffement climatique.

Face à ces menaces le constat de la nécessité de renforcer la protection de la biodiversité insulaire est posé, en accord d'ailleurs avec les politiques issues du Grenelle de l'environnement : stratégies de création d'aires protégées, trame verte et bleue, atlas de la biodiversité communale ou ou plus anciennes tels que les plans nationaux d'action.

Pour les Bouches de Bonifacio, site écologique particulièrement riche, les ministres italien et français ont signé le en juin 2010 à Palau (Sardaigne) deux déclarations, l'une relative à la création du parc marin international des Bouches de Bonifacio et l'autre relative à une demande à l'ONU d'interdire le passage dans les Bouches de Bonifacio des navires transportant des marchandises dangereuses. Dans l'attente de cette interdiction, ils ont transmis à l' Organisation Maritime Internationale le 25 juin dernier une

demande de désignation des Bouches de Bonifacio comme Zone Maritime particulièrement Vulnérable (ZMPV).

A l'avenir plusieurs piste d'études et d'actions sont à mettre en œuvre telles que :

- l'étude des conséquences du développement du tourisme
- l'approfondissement des connaissances sur les invertébrés
- l'étude des conséquences des changements climatiques sur les espèces endémiques
- les conséquences du développement des énergies renouvelables sur la biodiversité insulaire.

Et un certain nombre de mesures spécifiques à la Corse qui concentre de nombreux enjeux du fait de son taux d'endémisme élevé :

- créer au moins deux réserves naturelles en montagne ; si le littoral constitue un espace particulièrement sensible et menacée par les activités touristiques, les zones de montagne insulaires soumises à une pression touristique croissante et jusque là épargnées sont à surveiller, en Corse en particulier.
- consolider le réseau des réserves sur le littoral, au Cap Corse et entre le golfe de Porto (aire du site du patrimoine mondial) et Calvi.
- délimiter de toute urgence le Domaine Public Maritime sur l'ensemble des plages et arrières plages, lieux d'enjeux de conservation très importants , afin de mettre en place une gestion réelle des formations végétales associées (*Anchusa crispa*, *Linaria flava*, *susp. Sardoa*, *Limonium strictissimum*, *Euphorbia peplis*, etc...)
- renforcer la réglementation et les contrôles sur l'introduction d'espèces exogènes à la Corse
- interdire l'introduction de Truites farios de souche atlantique dans les torrents d'altitude (>500 m)

poursuivre les partenariats entrepris entre le Conservatoire botanique national de Corse et les autorités des îles toscanes, sardes et Baléares et les étendre via les réseaux universitaires aux cortèges faunistiques

SUMMARY

There is an important number of Island and Islets in Metropolitan France (almost 1300), principally situated in Britanny and Mediterranean Sea. Corsica count for more than 90% of this superficy of French metropolitan island.

The island biodiversity is specially important and covered by numerous assessments and protection tools :

- Naturals Areas of Ecological, Faunistical and Floristical Interest (ZNIEFF) census. 80 of the French islands are covered by this assessemment ;
- Natura 2000 : 10% of the French sites are situated on islands ;
- Regional Naturel Parks: Corsica and Britanny
- National Parks : Port Cros
- Marine Parks (l'Iroise)
- Natural Reserves : 15 are situated on islands
- Biotop Prefectoral : almost 70 are situated on islands

We should mention the particular task of the Costline Spaces Conservatory who buy in order to protect them from urbanisation plans. Since 1975, this institution have bought approximately 21000 hectares on islands.

The National Botanical Conservatories work is also very important. They manage botanical surveys with special interest on rare and threatened plants, monitoring on invasive species, and habitats mapping.

Other tools like Biosphere Reserves (MAB project), RAMSAR wetlands, International Park of Bonifacio Mouths in Corsica, PELAGOS cetacean sanctuary in Mediterranean sea are involved on island biodiversity protection.

Island biodiversity is sensitive and threatened by several factors including two which are specially discussed :

- Invasive species. This is a specially frightening problem for island ecosystems. This report make a synthesis on regulation, eradication and monitoring actions actually conducted in french islands ;
- Climate change impacts.

Facing these threats, it seems necessary to reinforces island biodiversity protection. Some plans are already in action, following the “Grenelle of environnement” like : protected areas creation strategy, Green and Blue framework, communal biodiversity atlas, and some more ancient like species national action plans.

- For the Mouths of Bonifacio, particularly rich ecological site, the ministers Italian and French signed in June 2010 in Palau (Sardinia) two declarations, the one relating one to the creation of the international marine park of the Mouths of Bonifacio and the other relative one to a request with UNO to prohibit the passage in the Mouths of Bonifacio the ships carrying dangerous goods. I studies on invertebrates ;
- Impact of climate change on endemics species
- Impact of « green energy » on island biodiversity

And specific measures in Corsica who concentrates many stakes because a rate of high endemism:

- to create at least 2 natural reserves in mountain; if the littoral constitutes a space particularly sensitive and threatened by the tourist activities, the insular mountainous areas subjected to an increasing tourist pressure and until saved there are to be supervised, in Corsica in particular.
- to consolidate the network of the reserves on the littoral, in the Corsica Cape and between the gulf of Porto (surface of the site of the world heritage) and Calvi .
- to urgently delimit the Maritime Domain Public on the whole of the beaches and back beaches, places of very important stakes of conservation, in order to set up a real management of the associated vegetation formations (*Anchusa crispa*, *Linaria flava*, *susp. Sardoa*, *Limonium strictissimum*, *Euphorbia peplis*, etc...)
- to reinforce the regulation and controls on the introduction of exogenic species to Corsica .
- to prohibit the introduction of Trouts farios of Atlantic stock into the torrents of altitude (> 500 m) .
- to continue the partnerships undertaken between the national botanical Academy of Corsica and the authorities of the Tuscan, Sardinian islands and Balearic Islands and to extend them via the university networks to the faunistic species

Some studies and actions could be explored for the future :

- impacts of tourism on biodiversity ;
- studies on invertebrates ;
- Impact of climate change on endemics species
- Impact of « green energy » on island biodiversity

2. IRELAND / IRLANDE

PREPARED BY

NATIONAL PARKS & WILDLIFE SERVICE, DEPARTMENT OF ARTS, HERITAGE AND LOCAL GOVERNMENT

General characteristics

Ireland's biodiversity is a product of its glacial history, complex geology and oceanic climate coupled with a long history of human influence. Owing to geographic isolation, Ireland has a depauperate flora and fauna by European standards, with few endemics (table 1). However, the mild, wet climate and relatively unpolluted atmosphere mean that many of the habitats in Ireland are of international importance (e.g. machair, turloughs, raised bogs, limestone pavement) due to their scarcity and the unique species communities found on them (e.g. species characteristic of alpine and Mediterranean communities co-occurring in the Burren; species-rich Atlantic bryophyte communities in the south-west; hepatic mat communities in the uplands).

Ireland is an important staging post and destination for migratory birds of conservation importance (e.g. Greenland White-fronted Geese (*Anser albifrons flavirostris*)), and holds significant populations of birds rare elsewhere in Europe as well as internationally important wetland bird communities.

Much of Ireland's biodiversity is in the marine environment, with important cetacean populations, cold water coral communities and many species at the northern or southern limit of their distributional range.

Table 1 – Species diversity for major groups, in Ireland.

TAXONOMIC GROUP	APPROX. NUMBER OF SPECIES	CHECKLIST?	REGIONAL RED LIST?
Fungi	c. 9,000	No	No
Lichens	1,134	Yes	No
Algae	c. 1,000 (freshwater) 579 (marine)	No	No Yes [2011]
Bryophytes	797	Yes	Yes [2011]
Vascular plants	2,328	Yes	No [1988]
Non-insect invertebrates	c. 8,000	No	No Non-marine molluscs [2009]
Insects	c. 11,422	Yes	No Bees [2006] Water beetles [2009] Butterflies [2010] Dragonflies [2011]
Fish	29 (freshwater) 563 (marine)	Yes	Yes [2011] No
Amphibians	3	Yes	Yes [2011]
Reptiles	7	Yes	Yes [2011]
Birds	457	Yes	Yes [2009]
Mammals	34 (terrestrial) 26 (marine)	Yes	Yes [2009] No

The ‘All-Island’ approach to biodiversity conservation is important in Ireland, as species and habitats do not observe political boundaries. Many projects are run as a co-operation between the National Parks and Wildlife Service (of the Department of Arts, Heritage and the Gaeltacht) in the Republic of Ireland, and the Northern Ireland Environment Agency.

Biodiversity & endemism

Ireland would have been rendered almost sterile biologically during the last glacial maximum, and virtually all of the island’s species have colonised since the ice retreated (c. 10,000BP). As a result Ireland has much lower rates of endemism than would be expected on an island. However, there is increasing genetic evidence that some species may have survived the last glaciation *in situ*, and it is in these species that we primarily see some endemism (e.g. Irish Hare (*Lepus timidus hibernicus*), Killarney Shad (*Alosa fallax killarnensis*), Arctic char species complex (*Salvelinus alpinus* agg.)). Endemic plant species are also found in the speciose Hawkweed (*Hieracium*), Dandelion (*Taraxacum*), Bramble (*Rubus*) and Whitebeam (*Sorbus*) genera. An endemic variety of Bumblebee (*Bombus muscorum* var. *allenellus*) is found on the offshore Aran Islands. The sea anemone (*Edwardsia delapii*) is an example of a marine endemic.

An unusual feature of some Irish species is the breadth of niche occupied here, the depauperate biota meaning that competition with con-generic species is often limited or even absent. For example the white-clawed crayfish (*Austropotamobius pallipes*), the only crayfish species in Ireland, occurs in both rivers and lakes here, but elsewhere in its range is limited to rivers. Similarly the common frog (*Rana temporaria*) is the only frog species in Ireland and occurs from sea-level to mountain tops. Elsewhere in its range, where this frog competes with several other frog species, this frog occupies a more confined niche.

Pressures and Threats

Ireland has experienced nearly a century of commercial afforestation, some 40 years of agricultural intensification and a decade of economic boom, which has put extreme pressure on its native biodiversity. The key threats to Irelands’ biodiversity have been identified as:

- Direct damage, such as peat cutting, drainage and infilling; buildings and infrastructure; reclamation of wetlands such as bogs and fens; and removal of sand and gravel.
- Over-grazing and under-grazing of grasslands, peatlands, and coastal habitats.
- Pollution of both surface water and groundwater by nutrients or silt.
- Unsustainable exploitation of water, sand, peat, fish and other natural goods and services.
- Invasion by alien species of plants and animals.
- Recreational pressure in areas which were previously undisturbed.

Additional pressures on a number of species and habitats are likely to arise if Ireland undergoes climatic changes according to predictions.

Invasive species

Ireland is developing and implementing measures to tackle IAS in partnership with the Northern Ireland administration. Following a report which was published in 2004 both authorities agreed to work together and with others to tackle the invasive species problem. In response to the recommendations of this report the ‘Invasive Species in Ireland’ project started in May 2006 and ran until 2009. Both authorities decided to continue with the project and a new contract was signed for the project in 2010 for a further three years with the costs of shared equally between both administrations.

A risk assessment protocol has been developed and over 600 risk assessments have been carried out on established and potential invasive species to identify those species that pose the greatest threat to

biodiversity on the island of Ireland. Exclusion strategies, contingency plans and management strategies are being prepared for these species. The highest risk to biodiversity in Ireland is from freshwater invasive species, in particular ornamental pond plants and fish.

An Invasive Species Ireland Management Toolkit has recently been published which is intended to provide information to anyone wanting to learn more about how to manage invasive species. The tool kit contains information on management quick guide, Risk Assessment for non-native species recorded in Ireland and species that have not yet arrived, Invasive Species Action Plans for prioritised high impact invasive species and Best Practice Management of some widely established invasive species.

Codes of Practice are also being developed in conjunction with relevant sectors. Following the publication of the Horticulture COP, COPs for the aquaculture sector, recreational water users and marina operators have been published.

An extensive stakeholder engagement programme has been underway, one element of which is the All-Ireland Invasive Species Forum. This forum meets annually and has over 100 organisations involved including central and local Government, state agencies, industry, academia and the NGO sector. The fifth Annual Forum was held in Belfast in April, 2011. There are four technical working groups on marine, freshwater, terrestrial invasive species and education and awareness.

The National Invasive Species Database contains up to date records on the distribution of invasive species on the island of Ireland which can be viewed as interactive maps. This Database has been developed as a resource to assist recording, monitoring and surveillance programmes, and provides the infrastructure for development of an early warning system for invasive species.

CAISIE (Control of Aquatic Invasive Species and Restoration of Natural Communities in Ireland) is an EU Life+ funded programme which will contribute to the understanding and control of aquatic invasive species in Ireland. CAISIE commenced in September 2009. The project is due for completion in the first quarter of 2013.

Objectives of the project include the protection of the native biodiversity in Lough Corrib in County Galway by eradicating, controlling or containing *Lagarosiphon major* and preventing the further spread of high impact aquatic invasive species by implementing control measures in a key dispersal corridor (i.e. the canals and Barrow Navigation).

The first evidence of the Asian Clam (*Corbicula fluminea*) in Ireland was recorded in April 2010. This species is considered extremely invasive and its presence in Ireland is a matter of considerable concern. The presence of dense and sustainable populations of *Corbicula* was confirmed in the River Barrow. The highest density recorded in this section of river was in excess of 9,000 individuals per sq metre.

Farming for conservation in the Burren (BurrenLIFE)

The Burren region (c.720km²) is a glaciated karst landscape located in the mid-west of Ireland. It boasts extensive areas of Natura 2000 priority habitats including limestone pavements, orchid rich grasslands and lakes known as turloughs. The Burren's limestone grasslands were always in demand by farmers whose unique pastoral activities – including the reverse transhumance tradition of winter grazing – have been proven to be central to the presence of such a rich biodiversity. However, a distortion of the ‘balance’ between farming and the Burren in recent decades has resulted in serious conservation concerns: agricultural intensification has impacted on water quality, while a reduction in farming on rough limestone grasslands has resulted in extensive scrub encroachment. Livelihoods in the farming and the tourism sector were also threatened as a result.

The BurrenLIFE Project 2005-2010 was a partnership involving government agencies and farmers associations. The objective of this 5 year project was to develop a new model for sustainable agriculture in the Burren in order to conserve the remarkable biodiversity and the habitats of the region designated

under the Habitats Directive, while ensuring farming remains profitable. The principal threats to the area are scrub invasion, under and overgrazing.

The Project focused on practical solutions, e.g. scrub removal, improving access, water provision, rebuilding internal walls and developing new feeding systems. Twenty farms covering over 3,097ha were selected using individual farm plans drawn up by the project team. A number of agreed actions were undertaken and the impact of these actions was monitored.

A follow on programme called The Burren Farming for Conservation Programme (BFCP), will run from 2010-2013. The programme is aimed at mainstreaming the findings of the BurrenLIFE Project. Massively oversubscribed, the BFCP now works with 120 Burren farmers managing 12,887ha within Natura 2000.

A range of diverse but complimentary Project Actions has been developed, including:

- Implementing best-known land management practices on 2,000ha of the Burren, including new feeding systems, redeployment of existing livestock and targeted scrub removal.
- Increasing understanding of the relationship between land management practices and the natural heritage of the Burren.
- Developing new support mechanisms for the sustainable management of the Burren habitats through research and advisory services, marketing initiatives, co-operative structures and the revision of existing agri-environmental schemes.
- Enhancing awareness and skills relating to the heritage of the Burren and its management through a range of practical initiatives aimed at empowering local communities.
- Disseminating information relating to the agricultural management of areas of high nature and cultural conservation value in Europe through literature and the media.

Expected Results

- The maintenance or enhancement of the conservation status of the habitats of Burren farmland and of the wetland habitats associated with the Project sites, now termed 'LIFE farms'
- The development and support of a new model for 'Conservation Agriculture' in the Burren
- Greater awareness and understanding of the heritage of the Burren and how to manage it
- Better understanding of issues relating to the management of areas of high nature value like the Burren

3. ITALY / ITALIE

OVERVIEW ON BIOLOGICAL DIVERSITY IN THE ITALIAN ISLANDS

– Updating to the 2010 National Report –

By Brundu G.⁽¹⁾ & Cappelluti F.⁽²⁾

⁽¹⁾(*Corpo Forestale e di Vigilanza Ambientale*) Sardinian Forest Service, Directorate-general, Via Biasi 7, 09131 Cagliari – Italy [www.sardegnaambiente.it/corpoforestale/].

⁽²⁾(*Ministero dell'Ambiente e della Tutela del Territorio e del Mare*) Ministry of the Environment, Land and Sea, Directorate-general for nature and sea protection, II Division – Biodiversity, Via Capitan Bavastro 174, 00154 Roma – Italy [www.minambiente.it]

Introduction

The present report updates the national report written for the Svalbard meeting (26-29 July 2010) and included in the general Report prepared by the Directorate of Culture and Cultural and Natural Heritage. It lists newly started or in progress activities. Furthermore, it gives a piece of information on environmental policy measures, adopted and implemented by Italy during 2010-2011, which could be applied to biodiversity conservation on islands, even if only some of them were specifically and explicitly addressed to biodiversity on islands. Nevertheless, a number of issues, data and trends remain worrying and need continuous and further efforts.

News and activities at international/national level (2010-2011)

In 2010, declared by the United Nations “International Year of Biodiversity”, the Italian Ministry for Environment Land and Sea (MATTM) launched the **National Strategy for Biodiversity**¹ which was officially illustrated during the National Conference on Biodiversity, held in Rome on May 2010, on the occasion of the International Day for Biological Diversity. The Strategy was agreed by the State-Region Conference² on 7th October 2010. The strategy confirms Italy’s commitment to stop the loss of biodiversity and is a basic tool for integrating the key issues of biodiversity into national politics. The document stresses the need to strengthen and restore the resilience of ecosystems in order to ensure a steady flow of ecosystem services, that are essential for human well-being, the relationship between biodiversity and climate, focusing particularly on the role of ecosystems in mitigating and adapting to climate change, and the economic value of the benefits arising from biodiversity and ecosystem services and the costs of their loss.

It is divided into 15 working areas (1. Species, habitat and landscape; 2. Protected areas; 3. Genetic Resources; 4. Agriculture; 5. Forests; 6. Inland waters; 7. Marine environment; 8. Infrastructures and transport; 9. Urban areas; 9 Health; 11. Energy; 12 Tourism; 13. Research and innovation; 14 Education, information, communication and participation; 15. Italy and biodiversity in the world).

In the seventh working area, several priority targets are identified with the aim of protecting and promoting a sustainable use of marine and costal habitats, in the framework of main national and international commitments and legislation (e.g., Dir. no. 2008/56/CE, 2002/413/CE), in particular by applying the principles of Integrated Coastal Zone Management, carrying out, for example, the Italy CAMP (Coastal Area Management Programme) Project or enforcing the marine protected areas system; from this point of view the implementation of the Strategy could have very good effects on conservation of island biodiversity, promoting at the same time sustainable development.

¹ Available at: http://www.minambiente.it/export/sites/default/archivio/allegati/biodiversita/Strategia_Nazionale_per_la_Biodiversita.pdf

² Intesa del 07/10/2010 in sede di Conferenza permanente per i rapporti tra lo Stato, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano (Rep. 181/CSR).

The Ministry of Agriculture and Forestry Politics (MIPAF) has elaborated the **National Plan on Agricultural Biodiversity** (PNBA) whose main objective is to supply guidelines for the conservation and valorization of genetic and biological resources in agriculture according to national and international commitments³. To this end, a Permanent Committee for genetic resources has been established and is coordinated by the Ministry of Agriculture and Forestry Politics. A significant portion of agrobiodiversity is stored in Italian islands⁴, yet no precise reference is found on the PNBA (e.g., production *Capparis spinosa* on Eolian islands⁵, conservation of *Brassica macrocarpa* on Egadi islands⁶).

A joint conservation plan for the protection of biodiversity is also contained in the National Strategic Plan (PSN) and in several⁷ **Rural Development Programs** (PSR), so that this could be applied at least to the main Italian islands of Sicily and Sardinia⁸ and surrounding islets. Furthermore, the office for biodiversity of the State Forestry Department (*Corpo Forestale dello Stato*, CFS) acts to promote new methodologies for a durable use of natural resources especially in natural reserves and in the biosphere reserves, that in some cases are island territories. Within this office a national network of germplasm and renaturalization has been created with the objective of safeguarding native plant species.

Since 2008⁹ the Italian ministry of Foreign Affairs has funded, through UNEP - Directorate General for Development Cooperation (DGCS), the **GID** initiative (**Global Island Database** - <http://gid.unep-wcmc.org/>)¹⁰, with strong links to the Global Islands Network (GIN), as well as IUCN's Species Survival Commission's (SSC) Invasive Species Specialist Group (ISSG) and the Pacific Ecosystems at Risk (PIER) project. The GID reflects five of the themes important for islands, as identified by the Island Biodiversity Programme of Work (IBPoW) of the Convention on Biological Diversity (CBD), namely biodiversity, climate change, invasive species, pollution and sustainability.

³ E.g., On 3 November 2001, the International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture (Treaty) was adopted by the FAO Conference at its 31st session in Rome, by Resolution 3/2001 (<http://www.planttreaty.org/>). The Treaty is a new, legally binding instrument which seeks to ensure the conservation and sustainable management of plant genetic resources for food and agriculture, as well as the fair and equitable sharing of the benefits arising from their use (art. 1.1). At the crossroads of agriculture, commerce and the environment, the Treaty also aims to promote synergy in these areas (preamble). (<http://www.fao.org/DOCREP/005/Y3872E/y3872e06.htm>). The Treaty was ratified by Italy with the law no. 101, dated 6 April 2004, n. 101. The Law gives peculiar responsibilities to the regions, and consequently to the islands of Sicily and Sardinia, for conservation of autochthonous germplasm. See also ISPRA Manual, "Piotto B., Giacanelli V., Ercole S. (eds.), 2010. La conservazione ex situ della biodiversità delle specie vegetali spontanee e coltivate in Italia. Stato dell'arte, criticità e azioni da compiere". Manuali e linee guida ISPRA 54/2010. Available at <http://www.isprambiente.it/site/_contentfiles/00004300/4305_MLG_54_2010.pdf>. Cfr also the draft proposal of the Sardinian regional law, PL n. 174 dated 16 June 2010, titled "Tutela, conservazione e valorizzazione dell'agrobiodiversità della Sardegna" Available at: <<http://www.consregsardegna.it/XIVLegislatura/Disegni%20e%20proposte%20di%20legge/prolegg174.asp>>

⁴ E.g., Laghetti G., Hammer K., Perrino P. 1996. Plant genetic resources in Pantelleria and Pelagie archipelago, Italy: collecting and conservation of local crop germplasm. FAO/IBPGR Plant Genetic Resources Newsletter, 108:17–25; Laghetti G., Hammer K., Olita G., Perrino P. 1998. Crop genetic resources from Ustica island (Italy): collecting and safeguarding. Plant Genetic Resources Newsletter 116:12–17; Laghetti G., Perrino P., Hammer K. 1999a. Collecting landraces and wild relatives in Neapolitan islands, Italy. Plant Genetic Resources Newsletter, 119:14–18; Laghetti G., Perrino P., Cifarelli S., Bullitta S., Hammer K. 1999b. Collecting crop genetic resources in Sardinia, Italy and its islands, 1998. Plant Genetic Resources Newsletter, 120:30–36; Laghetti G., Perrino P., Olita G., Hammer K. 2001. Multicrop collecting expeditions in Aeolian archipelago (Italy). Plant Genetic Resources Newsletter, 128:26–34; Laghetti G., Perrino P., Cifarelli S., Spahillari M., Hammer K. 2002. Collecting of landraces and wild relatives of cultivated plants in Ponzae islands and Tuscan archipelago, Italy. Plant Genetic Resources Newsletter, 131:28–34.

⁵ Regione Sicilia, Assessorato Agricoltura e foreste, progetto "Caratterizzazione, miglioramento genetico-sanitario e difesa del Cappero delle isole minori della Sicilia". See also, e.g., Laghetti G.; Perrino P.; Hammer K. 1999. Collecting landraces and wild relatives in the Neapolitan islands, Italy. Plant Genetic Resources Newsletter (IPGRI/FAO), 119; Laghetti G.; Hammer K.; Olita G.; Perrino P. 1998. Crop genetic resources from Ustica island (Italy): collecting and safeguarding. Plant Genetic Resources Newsletter (IPGRI/FAO), 116: 12-17. See also: K. Hammer and G. Laghetti, 2006. Small Agricultural Islands and Plant Genetic Resources. *Le piccole isole rurali italiane*. Istituto di Genetica Vegetale (IGV), Consiglio Nazionale delle Ricerche (CNR), Bari, Italy, 244 pp.

⁶ *Brassica macrocarpa* Guss., is an endemic species present on Egadi islands, and a primary source of the gene pool of *Brassica oleracea* L. It is an endangered species, under monitoring to define *in situ* conservation strategies in the framework of the project EUGENRES 057 "AEGRO", cfr <<http://www.cbd.int/iyb/doc/celebrations/iyb-Italy-ISPRA-article-it.pdf>> (pag. 11).

⁷ E.g., Sardinia Island PRS at <<http://www.regione.sardegna.it/speciali/programmasvilupporurale/>>; Sicily islands at <<http://www.regione.sicilia.it/Agricolturaforeste/Assessorato/index.htm>>.

⁸ E.g., see <http://www.regione.sardegna.it/documenti/14_43_20071121202527.pdf> and <<http://cbv.uniss.it/index.html>>.

⁹ Cfr, DIPCO n. 23/2008, p. 131, Atto n. 164/2008.

¹⁰ <http://www.cooperazioneallosviluppo.esteri.it/pdgcs/download/Global_Island_Strategy.pdf>

More recently, the Italian Minister of the Environment, has announced financial support for the **Global Invasive Species Database (GISD)**, the freely accessible online database of the ISSG. The GISD is acknowledged as the most authoritative and comprehensive database on alien species at the global scale. Following the appointment of Piero Genovesi as the new ISSG chair, GISD will be hosted at the Environmental Protection and Research Institute (ISPRA) in Rome, Italy. The Italian Ministry of Environment is committed to provide financial contributions to enhance the improvement of the GISD and, in particular, to integrate it with other information services, thus increasing support to decision makers. The commitment of the Italian Minister is a first implementation of the actions listed in the Syracuse Charter on Biodiversity, agreed at the last G8 Environment Ministers meeting, which calls for developing and strengthening actions to prevent and control the spread of invasive alien species, and support to global information systems. From this point of view this is an important step toward the mitigation of the menace of IAS against island ecosystems.

On the 12th April 2010, Italy and France signed an agreement to set in motion the procedure for the creation of a new protected area: the ***Bocche di Bonifacio Transnational Marine Park***. Ministers for the Environment Stefania Prestigiacomo and Jean Louis Borloo also pledged to set up a European group for territorial cooperation, between the Maddalena Archipelago National Park and the Bocche di Bonifacio Natural Reserve¹¹, which are the two main areas of the new marine park¹².

The Pelagos Sanctuary¹³, founded on 21 February 2002, is now on the list of SPAMIs (Specially Protected Areas of Mediterranean Importance), as part of a protocol relating to the Barcelona Convention. This status gives Pelagos official recognition from Mediterranean countries as being part of a network whose aim is the efficient conservation of Mediterranean heritage. In November 2009 in Monaco, Pelagos' 4th Conference of the Parties (the decision-making body) voted for a resolution on maritime traffic, which involved the States promoting the Pelagos Sanctuary's recognition as a Particularly Sensitive Sea Area (PSSA) to the IMO, and contributing to the REPCET project (see above). This commitment was also made by ACCOBAMS during the last Scientific Committee meeting held in Casablanca in January 2010¹⁴.

Monk seal sightings (*Monachus monachus*), witnessed by third party observers (divers, fishermen, tourists) have been recorded in various Italian locations during the course of the last decade and are subjected to a validation procedure carried out by ISPRA (Rome) which entails specific interviews of the sighters so as to assess the credibility of each sighting event. Such events have often been reported in the coastal waters of several Italian islands, a phenomenon which is likely to be influenced by the pristine environmental marine conditions (lower anthropic pressure with respect to many coastal mainland locations) which characterize

¹¹ The *Office de l'Environnement de la Corse* (OEC), (Office for the Environment of Corsica), managing body of the Natural Reserve of the Straits of Bonifacio, as the project leader, and the Authority of the National Park of La Maddalena Archipelago, as the sole partner, presented in 2009 a new project for the second public notice of the European Territorial Cooperation Programme Italy-France "Maritime 2007-2013". The project, called "PMIBB" (Parc Marin International des Bouches de Bonifacio - International Marine Park of the Strait of Bonifacio), was admitted for funding after approval by the Steering Committee of the Programme. Consistent with the purpose of the program, which is to improve cooperation between the concerned border regions in terms of innovation and exploitation of natural and cultural resources, the proposals of the project, eligible for funding, aims to: (1) propose a model of joint management by the Community instrument of the EGTC (European Grouping of Territorial Cooperation). This under a structural, infrastructural, logistical, technical and economic point of view; (2) develop a management plan common to both partners, including:

- the extension of the SPAMI (Specially Protected Areas of Mediterranean Importance) recognition, as obtained recently by the French partner, including the Archipelago of La Maddalena; (3) adopt an innovative model of energy management. The project, which lasts three years, has a budget of € 1,860,378.00 (equally shared between the French and the Italian side) and focuses on the "Axis 3: Natural and cultural resources - Specific Objective 3: Promote the use of renewable and alternative energy sources and the dissemination of the culture of energy conservation, giving priority to beneficiaries as partners who have proven experience in the field of energy". The future sustainability, including the financing of the European Grouping of Territorial Cooperation (EGTC), will be ensured by the involvement of professional resources dedicated to the presentation and subsequent management of projects under the European, national and regional context. [<http://www.pmibb.org/>].

¹² Cfr <<http://www.cbd.int/tyb/doc/prints/tyb-report-2010-04-en.pdf>>

¹³ Cfr also GIONHA project (Governance and Integrated Observation of marine Natural Habitat). Project partners: ARPAT (Tuscany region), Office de Environnement de la Corse, Liguria Region, Sardegna Region, and Provincia di Livorno. The project is funded by the European Territorial Cooperation Programme Italy-France "Maritime 2007-2013". Aim of the project is to raise public awareness on importance of the protection of marine habitats.

¹⁴ Cfr <http://www.repcet.com/docs/AF-07-008-PT_EN.pdf>

many islands as well as the fact that several of the sighting locations lie closer to the nearby north African coasts where populations of the species are still hypothesized to exist. During the last few years, there have been distinct reports of monk seal sightings on the island of MARETTIMO. A preliminary monitoring activity of the coastal habitat was therefore recently initiated (spring 2011) on the island of MARETTIMO with the aim to identify the number of seals and their temporal pattern of use of specific haul-out areas on the island. The activity is carried out within the framework of a collaborative framework between the Marine Protected Area of the Egadi islands and ISPRA.

The **Small Islands Project** (PPI, *Progetto Piccole Isole*) was launched in 1988 by the Italian Ringing Centre at ISPRA (formerly *Istituto Nazionale per la Fauna Selvatica*). The project represents the largest ornithological monitoring effort ever realized within the Mediterranean, thanks also to the support offered by the General Directorate of Nature Protection of the Italian Ministry of the Environment. The main aims of the project are to investigate spring migration across the Mediterranean through a network of ringing stations operating together on the basis of standardized field protocols. A second aim is to obtain sound scientific evidence of the conservation value of Mediterranean islands and coastal habitats for staging migrants during a particularly delicate phase of their annual cycle. This knowledge is needed in order to develop reliable policies for the conservation of migratory birds within the Mediterranean, with special concern to avian biodiversity on islands.

The network of Mediterranean islands and coastal sites where staging birds are monitored represents an important component of the migratory system of many species, linked to largely variable habitats, both on the breeding and wintering areas. The seasonality of passage, for instance, is a species-specific feature; the different species show a strong consistency in their migration timing in spring, and the inter-annual, within-species variability in the mean date of passage is significantly lower than the variation recorded among species¹⁵. The general seasonal pattern of passage of trans-Saharan migrants across the Mediterranean has been found to be influenced by factors acting on the wintering and breeding quarters. The importance of Africa is confirmed by the earlier spring movements within the Mediterranean of species wintering in more northern quarters; equally, species overcoming a complete wing moult on the wintering grounds show delayed northward movements. As for the influence of the breeding quarters, we found that early migration is related to cavity nesting, a strategy which implies direct competition for limited nesting opportunities, hence a selective advantage for an early arrival on the breeding grounds. The monitoring activities have also allowed to clarify different aspects of the relationships between climate and weather conditions and the inter- and intra-specific features of the calendar of return migration (see below).

The collection of biometrical data on all PPI stations allows also to infer on different populations of a same species crossing different areas of the Mediterranean. A network of ringing stations also provides data on the daily distribution of catches at different stages of barrier crossing. In this case, by considering a general S-N pattern of movements across the Central Mediterranean, has been possible to confirm a progressive movement of fronts of migration, with a delayed arrival on islands at higher latitudes, as in the Garden Warbler¹⁶. In the same species, the observed values on the PPI stations also match the predicted pattern of progressive decrease in body mass as estimated using Pennycuick's model¹⁷. This suggests that in fact birds are able to cross the extended barrier represented by the Sahara and Mediterranean in spring without significantly refueling en route; however they also need to find available habitats and resources on key staging areas like those represented by Mediterranean islands. The network of Mediterranean islands is of crucial importance for birds regardless of physical conditions and including migrants still with very large energy reserves.

¹⁵ Rubolini D., Spina F., Saino N. 2005. Correlates of timing of spring migration in birds: a comparative study of trans-Saharan migrants. Biol. Journal Linnean Society, 85(2): 199-210.

¹⁶ Grattarola A., Spina F., Pilastro A. 1999. Spring migration of the Garden Warbler (*Sylvia borin*) across the Mediterranean. J. Ornithol., 140: 419-430.

¹⁷ Pennycuick C. J. 1975. Mechanics of flight. In Avian Biology, vol. 5, chapter 1 (ed. D. S. Farner and J. R. King), pp. 1-75. New York: Academic Press; Pennycuick, C. J. 1999. Measuring Birds' Wings for Flight Performance Calculations. Second edition. Bristol: Boundary Layer Publications.

The most important variable in explaining the observed inter-specific differences in average physical conditions on Mediterranean islands, as found in a large sample of trans-Saharan migrants¹⁸, is the northernmost latitude of the preferred wintering habitat for each species in Africa. Hence, the crossing of the Sahara and the Mediterranean in spring is constrained by the distribution of preferred habitats south of the Sahara *i.e.* the overall width of the ecological barrier that the different species will cross without significantly refueling is not necessarily the same for all species, as not all species are reaching their departure physical conditions in the same geographical area in Africa. This stresses again how important Mediterranean islands are for the conservation of large numbers of birds and species which are challenged with the crossing of a barrier which becomes increasingly wide due to the ongoing desertification of the Sahel and the progressive reduction of equatorial forests in Africa.

Recoveries of ringed birds, together with specific field orientation experiments have allowed to identify areas of origin and destination of birds crossing the Mediterranean in spring^{19,20}, as well as to better understand their orientation mechanisms²¹.

The intense monitoring activities carried out within PPI have also allowed to investigate the ecological role of island habitats for staging migrants. The conservation value of a staging area is significantly determined also by the overall number of migrants making use of the site. It is particularly difficult to soundly estimate such numbers, especially when the population sampled through any census method (e.g. ringing in this case), is represented by a large fraction of transients (*i.e.* birds which quickly move through the study area, or island in this case). It is therefore important to find analytical tools allowing to estimate the stopover duration of single individuals. For this purpose, both the existing CMR (capture/mark/recapture) models and novel technologies have been used at the most intensively studied site within the PPI network, which is represented by the small island of Ventotene (Italy). The former, traditional models²² and an innovative “whole-island telemetry” approach²³ have confirmed an extremely fast turnover rate of staging migrants, offering new insights on the possibility to come to new analytical tools finally allowing to better describe the real conservation values of the network of most important stopover sites represented by Mediterranean islands.

The fact that each ringed birds is also described in terms of physical condition at first capture, as well as when it is possibly later retrapped, allows to understand the factors governing the decision by birds to stage or not; this is an important aspect again when wishing to properly define and measure the conservation value of staging sites. Data on physical conditions at arrival on an island and at departure are allow interesting applied analyses²⁴.

A key aspect to understand the value of islands for the conservation of the biodiversity of migratory birds is represented by the use of habitats by staging birds during their stopover. An interesting and original approach from this respect has been followed in analyzing the strong relationship between some of the Mediterranean plant species blooming in spring and the nectar uptake by migrants belonging primarily to the

¹⁸ Pilastro A., Spina F. 1997. Ecological and morphological correlates of residual fat reserves in passerine migrants at their spring arrival in southern Europe. *Journal of Avian Biology*, 28: 309-318.

¹⁹ Spina F., Volponi S. 2008. Atlante della Migrazione degli Uccelli in Italia. Vol. 1: non-Passeriformi. ISPRA – MATTM, Roma, pp. 800. Available at <http://www.isprambiente.it/site/_files/atlante/1vol-1-32.pdf>.

²⁰ Spina F., Volponi S. 2009. Atlante della Migrazione degli Uccelli in Italia. Vol. 2: Passeriformi. ISPRA – MATTM, Roma, pp. 629.

²¹ Gaggini V., Baldaccini E., Spina F., Giunchi D. 2010. Orientation of the pied flycatcher *Ficedula hypoleuca*: cue-conflict experiments during spring migration. *Behav. Ecol. Sociobiol.*, 64: 1333–1342.

²² Tenan S., Spina F. 2010. Timing and condition-related effects on recapture probability, mass change and stopover length of spring migrating songbirds on a small Mediterranean island. *Ardeola*, 57: 121-132. <[http://www.ardeola.org/pubs/57\(1\)/121-132](http://www.ardeola.org/pubs/57(1)/121-132)>.

²³ Goymann W., Spina F., Ferri A., Fusani L. 2010. Body fat influences departure from stopover sites in migratory birds: evidence from whole-island telemetry. *Biol. Lett.*, 6: 478-481.

²⁴ (Tenan & Spina 2010) *cfr* above.

genus *Sylvia*²⁵ and *Phylloscopus*^{26,27,28}. Large numbers of birds survive their spring migration thanks to their plasticity in taking advantage of nectar offered by plant species such as *Brassica* sp. or *Ferula* sp., again confirming the importance of Mediterranean plant communities for these birds and the positive outcome birds obtain while staging on the islands. The network of PPI sites has also allowed to better understand the ecological determinants, frequency and geographical distribution of this nectar feeding behavior²⁹. This is an important component of the scientific knowledge the PPI provides for large-scale coordinated conservation policies. This is particularly true within the larger context of the environmental effects of global change; data collected through the PPI have shown for the first time how the earlier arrivals of migrants at northern latitudes across Europe are related to an earlier departure from latitudes south of the Sahara^{30,31}. A strong influence of climate in Africa in influencing the seasonal passage of migrants across the Mediterranean has also been recently shown for the first time thanks to monitoring data collected through PPI³².

Last but not least, monitoring ringing activities represents unique opportunity for environmental education and public awareness on the importance of Mediterranean and Italian island for the conservation of European birds. From this respect one particularly interesting case is represented by the island of *Ventotene*, which has been listed as SPA based on data collected through the PPI and, for the same reason, has later been protected through a Nature Reserve. On that site, intense education campaigns involve large numbers of students and tourists, and the first **Migration Museum and Bird Observatory** in Italy has been created, attracting large numbers of visitors and representing now an important component for the local tourism economy³³.

In decision IX/21³⁴, the Conference of the Parties to the CBD requested the Subsidiary Body on Scientific, Technical and Technological Advice to undertake an in-depth review of the programme of work on island biodiversity at one of its meetings after the tenth meeting of the Conference of the Parties (Nagoya, Japan, October 2010), for final consideration by COP 11 in 2012. On the 15th February 2011 the Secretariat of the Convention on Biological Diversity (CBD) has invited island Parties and Parties with islands to provide information for the in-depth review of the implementation of the Programme of Work on island biodiversity. The review will be undertaken by the CBD's Subsidiary Body on Scientific, Technical and Technological Advice (SBSTTA) at its 16th meeting, tentatively scheduled for May 2012. The review will

²⁵ Brambilla M., Vitulano S., Spina F., Baccetti N., Gargallo G., Fabbri E., Guidali F., Randi E. 2008. A molecular phylogeny of the *Sylvia cantillans* complex: Cryptic species within the Mediterranean basin. Mol. Phylogenet. Evol., 48: 461-472.

²⁶ Jenni L., Jenni-Eiermann S., Spina F., Schwabl H. 2000. Regulation of protein breakdown and adrenocortical response to stress in birds during migratory flights. Am. J. Physiol. Regulatory Integrative Comp. Physiol., 278: R1182-R1189 – Cfr also: Jenni L., Mueller S., Spina F., Kvist A., Lindstrom Å. 2006. Effect of endurance flight on haematocrit in migrating birds. Journal of Ornithology, 147: 531-542.

²⁷ Schwilch R., Mantovani R., Spina F., Jenni L. 2001. Nectar consumption of warblers after long-distance flights during spring migration. Ibis, 143: 24-32.

²⁸ Schwilch R., Grattarola A., Spina F., Jenni L. 2002. Protein loss during long-distance migratory flight in passerine birds: adaptation and constraint. The Journal of Experimental Biology: 205 687-695.

²⁹ Cecere J., Maticardi C., Frank B., Imperio S., Spina F., Gargallo G., Barboutis C., Boitani L. 2010. Nectar exploitation by songbirds at Mediterranean stopover sites. Ardeola, 57: 143-157.

³⁰ Jonzén N., Lindén A., Ergon T., Knudsen E., Vik J.O., Rubolini D., Piacentini D., Brinch C., Spina F., Karlsson L., Stervander M., Andersson A., Waldenström J., Lehikoinen A., Edvardsen E., Solvano R., Stenseth N.C. 2006. Rapid Advance of Spring Arrival Dates in Long-Distance Migratory Birds. Science, 312: 1959-1961.

³¹ Jonzén N., Lindén A., Ergon T., Knudsen E., Vik J.O., Rubolini D., Piacentini D., Brinch C., Spina F., Karlsson L., Stervander M., Andersson A., Waldenström J., Lehikoinen A., Edvardsen E., Solvano R., Stenseth N.C. 2007. Response to Comment on "Rapid Advance of Spring Arrival Dates in Long-Distance Migratory Birds". Science, 315: 598.

³² Cfr, e.g.: Rubolini D., Spina F., Saino N. 2004. Protandry and sexual dimorphism in trans-Saharan migratory birds. Behavioral Ecology, 15(4): 592-601; Rubolini D., Spina F., Saino N. 2005. Correlates of timing of spring migration in birds: a comparative study of trans-Saharan migrants. Biol. Journal Linnean Society, 85(2): 199-210; Saino N., Rubolini D., Jonzén N., Ergon T., Montemaggioli A., Stenseth N., Spina F., 2007. Temperature and rainfall anomalies in Africa predict timing of spring migration in trans-Saharan migratory birds. Clim. Res., 35: 123-134; Saino N., Ruolini D., von Hardenberg J., Ambrosiani R., Provenzale A., Romano M., Spina F. 2009. Spring migration decisions in relation to weather are predicted by wing morphology among trans-Mediterranean migratory birds. Functional Ecology, 24: 658-669; Saino N., Rubolini D., Serra L., Caprioli M., Morganti M., Ambrosini R., Spina F. 2010. Sex-related variation in migration phenology in relation to sexual dimorphism: a test of competing hypotheses for the evolution of protandry. J. Evolutionary Biology, doi:10.1111/j.1420-9101.2010.02068.x.

³³ Cfr <http://www.riservaventotene.it/index.php?option=com_content&view=article&id=90&Itemid=79>.

³⁴ (see <http://www.cbd.int/doc/decisions/cop-09/cop-09-dec-21-en.pdf>)

measure progress in the implementation of the island biodiversity Programme of Work (annex to Decision VIII/1). It will focus on: the extent of implementation; status and trends of island biodiversity and drivers of change; constraints to implementation; activities and views of relevant organizations; and key responses and suggestions to maximize the contribution of the POW to the 2011-2020 Strategic Plan of the Convention and its goals and targets.

News and activities at national/regional/local level (2010-2011)

National activities for the conservation of **Audouin's Gull** – largely insular in its breeding distribution – are ongoing and have lead to the complete national census of the breeding population also in 2010 and 2011, assessment of breeding success, marking of juveniles and control of marked breeders: actions carried out annually by ISPRA-CRA 16, with collaboration of MPAs and local authorities, as well as of a network of local experts.

In April 2010, the Ministry of the Environment established four new **Marine Protected Areas** in Italy, increasing the number of Marine Protected Areas in Italy to thirty. At present, Italy has 27 Marine Protected Areas and 11 of them concern islands or archipelagos, as to say that in almost all the remarkable Italian island systems there is today a kind of protection under national legislation.

Regarding the implementation of Natura 2000 in marine areas Italy has designated 287 Sites of Community Importance (SCIs) with a marine part, and 55 marine Special Protection Areas (SPAs) Other identifications and designations of new marine SCIs are carried out at a regional level to improve the conservation status of marine habitats and species close to the coast and the islands.

Concerning ongoing projects on **eradication of invasive alien species (IAS) from islands³⁵**, we highlight the **project LIFE+ "Montecristo 2010"**³⁶. The project aims to achieve the eradication of alien plants (e.g. *Ailanthus altissima*, *Carpobrotus* sp., *Acacia* sp.) and alien rats (e.g. *Rattus rattus*) from the islands of *Montecristo* and *Pianosa* (Tuscany, Italy) and the **conservation of breeding Procellariidae** as a prosecution of two previous LIFE projects with similar purposes. It is noteworthy that *Montecristo* island would be the largest island in the world where rat eradication will take place.

Main achievements in 2009-2010 were also rat and mouse eradications on small islands in the *Tavolara* archipelago [protected marine area (AMP) of “*Tavolara-Punta Coda Cavallo*³⁷” Sardinia, Italy], still being monitored in 2011, and analyses of data to evaluate/disseminate the results obtained with management and priorities for the future. Publications produced at this regard are listed further below³⁸. The activities are carried out mainly by ISPRA- CRA 16, NEMO³⁹ s.a.s., ARP Lazio (<http://www.arplazio.it/>), PN *Arcipelago Toscano* (<http://www.islepark.it/>) and *Tavolara* MPA.

On Sardinia island control activities against *Myocastor coypus* are going on at local level⁴⁰, but the species is still present⁴¹. Local removal of *Carpobrotus* sp. was part of the project *Providune*⁴² (in the

³⁵ Cfr also special session on “Management of allochthonous species” held at Fabriano (Ancona, Italy) on the 5-7 May 2010, during the “VII Congresso Italiano di Teriologia” <<http://gis.dipbsf.uninsubria.it/congressi/index.php/atit/atit2010>>

³⁶ See also: DECRETO 26 marzo 2010 - Cofinanziamento nazionale del progetto LIFE + «Montecristo 2010: eradicazione di componenti florofaunistiche aliene e tutela di specie e habitat nell'Arcipelago Toscano», di cui al regolamento CE n. 614/2007, ai sensi della legge n. 183/1987. (Decreto n. 4/2010). (10A06826). <<http://www3.corpoforestale.it/flex/cm/pages/ServeBLOB.php/L/IT/IDPagina/1973>>.

³⁷ AMP Tavolara – Punta Coda Cavallo web site: <<http://www.amptavolara.it/>>

³⁸ Capizzi D., Baccetti N., Sposimo P. 2008. Rats et puffins sur les îles italiennes: stratégies de gestion et priorités. In : CEEP, Actes des ateliers de travail du programme LIFE Nature 2003-2007 Conservation des populations d'oiseaux marins des îles de Marseille, Commission européenne : 59-61; Baccetti N., Capizzi D., Corbi F., Massa B., Nissardi S., Spano G., Sposimo P. 2009. Breeding shearwaters on Italian islands: population size, island selection and co-existence with their main alien predator, the black rat. Riv. Ital. Orn., 78: 83-100; Ruffino L., Bourgeois K., Vidal E., Duhem C., Paracuellos M., Escrivano Canova F., Sposimo P., Baccetti N., Pascal M., Oro D. 2009. Invasive rats and seabirds: a global review after 2,000 years of an unwanted coexistence on Mediterranean islands. Biological Invasions, 11: 1631–1651; Capizzi D., Baccetti N., Sposimo P. 2010. Prioritizing rat eradication on islands by cost and effectiveness to protect nesting seabirds. Biological Conservation, 143: 1716–1727.

³⁹ Web page at: <<http://www.nemoambiente.com/>>.

⁴⁰ E.g., Deliberazione della Giunta Provinciale di Oristano, n. 137 del 15/10/2009 “Accordo di programma tra la Provincia del Medio Campidano e le compagnie Barracellari in materia di tutela dell’Ambiente e della Fauna selvatica”, <http://www.provincia.mediocampidano.it/resources/cms/documents/20091015_DEL_GP_0137.pdf>.

southern coast of Sardinia) and at “Stintino” sand dunes in the NW coast⁴³. *Carpobrotus* sp.pl. (notably *Carpobrotus acinaciformis*, *C. edulis* and their hybrids⁴⁴) and other species of the *Aizoaceae* family, introduced from South Africa into almost all Mediterranean regions, are a serious threat for coastal and sand dunes ecosystems in Mediterranean islands. *Carpobrotus* sp.pl. grow very fast as a mat-forming plant. Competition for space and soil resources may be of greater importance to the local persistence of native plants⁴⁵ than competition for pollinators^{46,47} and have been recorded associated with an approximately 30–50% decrease in the diversity of native vegetation, with detrimental effect on soil properties and biological soil crust⁴⁸.

During 2010 the floating plant “water hyacinth” [*Eichhornia crassipes* (Mart.) Solms], a worldwide invasive species native to South America and of ornamental introduction, jammed more than 8 km of a river in the Central-West Sardinia, with tons of floating plant matter. The direct costs for the removal intervention were around Euro 175,000.00. The *Corpo Forestale e di Vigilanza Ambientale* of Sardinia will be involved in the monitoring and early warning to prevent and promptly tackle new outbreaks. Nevertheless, there are still gaps in the legislation framework for managing invasive aliens on island territories, and contradictory elements (e.g., how to treat plant residuals after removal with concern to EU and national waste legislation? How to manage this type of water invasions inside a “Natura 2000” site?).

During 2010 a new Mediterranean plant species, i.e. *Crocus ilvensis* sp. nov. (sect. *Crocus*, Iridaceae), endemic to Elba Island (Tuscan Archipelago, Italy) was described by Peruzzi & Carta⁴⁹. The known distribution range of *C. ilvensis* is completely included within the Tuscan Archipelago National Park and within the site of community importance (SIC) IT5150012. Its extent of occurrence (EOO) is 30.2 km², while its area of occupancy (AOO) is 16 km². Major threats are changes in native species dynamics and predation by wild *Sus scrofa*. In Italy, 15 *Crocus* species occur, 4 of them being endemic: *Crocus etruscus* Parl. (continental Tuscany), *C. imperati* Ten., *C. suaveolens* Bertol. (central-southern Italy) and *C. siculus* Tineo (Sicily).

The **Italian island biodiversity picture remains mixed**, with positive developments for some species and habitats, and some problems for other.

⁴¹ E.g., see <<http://www.sardegnaambiente.it/index.php?xsl=612&s=103934&v=2&c=4577&idsito=19>>.

⁴² Visit project home, PROVIDUNE (LIFE07NAT/IT/000519), “Conservazione e ripristino di habitat dunali nei siti delle Province di Cagliari, Matera, Caserta” web page at: <<http://www.providune.it/>>.

⁴³ Description of the project at: <http://www.apat.gov.it/site/_files/Pubblicazioni/Rapporto_100_2009_cap_1_11.pdf> pp. 305-306.

⁴⁴ Suehs C.M., Affre L., Médail F. 2004. Invasion dynamics of two alien *Carpobrotus* taxa on a Mediterranean island. II. Reproductive strategies. *Heredity*, 92: 550–556.

⁴⁵ Vilà M., Tessier M., Suehs C.M., Brundu G., Manca L., Galanidis A., Lambdon P., Manca M., Médail F., Moragues E., Traveset A., Troumbis A.Y., Hulme P.E. 2006. Local and regional assessment of the impacts of plant invaders on vegetation structure and soil properties of Mediterranean islands. *Journal of Biogeography*, 33: 853–861.

⁴⁶ Bartolomeus I., Bosch J., Vilà M. 2008. High invasive pollen transfer, yet low deposition on native stigmas in a *Carpobrotus*-invaded community. *Annals of Botany* 102: 417–424.

⁴⁷ Moragues E., Traveset A. 2005. Effect of *Carpobrotus* spp. on the pollination success of native plant species of the Balearic Islands. *Biological Conservation*, 122: 611–619.

⁴⁸ E.g.: Lloret F., Médail F., Brundu G., Hulme P.E. 2004. Local and regional abundance of exotic plant species on Mediterranean islands: are species traits important? *Global Ecology & Biogeography*, 13(1): 37–45; Traveset A., Brundu G., Carta L., Mprezetou I., Lambdon P., Manca M., Médail F., Moragues E., Rodríguez-Pérez J., Siamantziouras A.-K.D., Suehs C.M., Troumbis A.Y., Vilà M., Hulme P.E. 2008. Consistent performance of invasive plant species within and among islands of the Mediterranean basin. *Biological Invasions*, 10(6): 847–858; Vilà M., Siamantziouras A.-K.D., Brundu G., Camarda I., Lambdon P., Médail F., Moragues E., Suehs C.M., Traveset A., Troumbis A.Y., Hulme P.E. 2008. Widespread resistance of Mediterranean island ecosystems to the establishment of three alien species. *Diversity and Distributions*, 14(5): 839–851; Celesti-Grapow L., Alessandrini A., Arrigoni P.V., Assini S., Banfi E., Barni E., M. Bovio M., Brundu G., Cagiotti M.R., Camarda I., Carli E., Conti F., Del Guacchio E., Domina G., Fascetti S., Galasso G., Gubellini L., Lucchese F., Medagli P., Passalacqua N.G., Peccenini S., Poldini L., Pretto F., Prosser F., Vidal M., Viegi L., Villani M.C., Wilhalm T., Blasi C. 2010. Non-native flora of Italy: Species distribution and threats, *Plant Biosystems*, 144 (1): 12–28; Zedda L., Cogoni A., Flore F., Brundu G. 2010. Impacts of Alien Plants and man-made disturbance on soil-growing bryophyte and lichen diversity in coastal areas of Sardinia (Italy). *Plant Biosystems*, 144, [in press].

⁴⁹ Nordic Journal of Botany, Volume 29, Issue 1, pages 6–13, February 2011.

Acknowledgements

Nicola Baccetti, Giulia Mo (ISPRA, Institute for Environmental Protection and Research, Rome) and Marina Andreella, are gratefully acknowledged for the useful comments and contributions in the preparation of the present report.

General References

Ministry of the Environment web site at:
http://www.minambiente.it/home_it/menu.html?mp=/menu/menu_attivita/&m=argomenti.html|biodiversita_fa.html|strategia_Nazionale_per_la_biodiversita.html

UNESCO MAB Program – Man and Biosphere. International Coordinating Council, 22nd session Paris, 31 May – 4 June 2010, National report Italy, 3 pp.
<http://www.unesco.org/science/doc/mab/icc/2010/Italy.pdf>.

4. MALTA / MALTE

MALTA'S SHORT WRITTEN CONTRIBUTION ON ISLAND BIODIVERSITY

(3rd Meeting of the Expert Group on European Island Biodiversity, Corsica, June 2011)

The present contribution provides an update on the developments and the state of play on measures aimed at the conservation of biodiversity in Malta.

National Activities undertaken under the Biodiversity Information Campaign

Educational Tours

Malta has continued its national activities with regards to raising awareness on biodiversity and safeguarding Malta's natural heritage as part of the National Biodiversity Information Campaign, which was launched on 18 May 2010.

A number of monthly tours have been organised by the Malta Environment and Planning Authority (MEPA) between October 2010 and April 2011. The aim of these tours was to assist local and foreign participants appreciate and understand the particular flora and fauna and natural habitats found in various areas of ecological importance scattered around the Maltese Islands. During these tours, participants were shown various habitats and species present in Malta, some of which are endemic. Table 1 below provides a short overview of the organised tours:

October 2010	An education tour was held at Ta' Rapa, a Natura 2000 site, having one of the important old holm oak remnants of the Maltese Islands. On this visit, participants were shown bay laurel matorral, buckthorn and lentisk maquis communities, relict riparian woodlands with elms and poplars as well as small pine woodlands.
November 2010	This education tour was held at in-Nigret/Gebel San Pietru, an area in the central of the Islands, where participants were shown watercourse vegetation, maquis formations, phrygana and steppic communities. The area which is rich with cultural and natural heritage including important species which the visitors were able to may appreciate.
December 2010	During this tour participants visited the cliffs at Il-Hnejja/Wied il-Hoxt which holds important garigue communities and a number of unique and endemic species. In addition, they were shown interesting maquis and reed communities, as well as one of the oldest stands of Sandarac Gum trees at the locality known as Il-Maqluba.
January 2011	This tour was held at Wied il-Mizieb, in the North of Malta and falls within a Natura 2000 site. Participants were shown one of the islands largest population of Sandarac Gum tree (Malta's National tree), as well as endemic phrygana communities with the Maltese Spurge and the Maltese Shrubby kidney Vetch.
February 2011	This tour visited the valley system of Wied Has-Saptan, which includes some unique Mediterranean scrub and rock-pool communities. Of interest here are the pear formations which are one of the oldest found on the Maltese Islands.
March 2011	In this tour participants were taken to the sister island of Gozo at Il-Qortin tal-Magun. This Natura 2000 site has one of the richest garigue and scrub communities of the Islands, having many different and rare threatened and/or endemic species and habitats.
April 2011	The final education tour in this series was to Ta' Lippija in the North of the Islands. This site has a unique variety of Mediterranean grassland species and here the public were able to appreciate the clay slope habitats and their typical species.

Table 1 – Educational Tours organised by MEPA

Published Information

Additionally, awareness raising on biodiversity included the publishing of biodiversity-related articles written by the Malta Environment and Planning Authority (MEPA), amongst which those published under the section entitled “One World” in a local newspaper. The aim of these articles is to provide the general public with information related to biodiversity, such as on the various habitats and species present locally, invasive alien species and marine protected areas. Such articles are still being published to date.

In the running up of the 9th meeting of the Group of Experts on Invasive Alien Species, held in Malta (18-20 May 2011) MEPA produced a poster depicting examples of invasive alien species (IAS) in the Maltese islands, whilst providing general information on IAS. Moreover MEPA published a booklet which focuses on the Code of Conduct on Horticulture and Invasive Alien Plants which was adopted by EPPO and the Council of Europe. This booklet is an abridged version of the Code, and providing additional national information.

Moreover MEPA has drafted “Guidelines on managing non-native plant invaders and restoring native plant communities in terrestrial settings in the Maltese Islands”. These guidelines aim to assist in the planning and implementation of management programmes aimed at counteracting the spread of plant invaders found in important natural areas and rural areas where the removal of alien plants is desired as it would benefit neighbouring natural and semi-natural habitats and to serve of assistance when designing and implementing native species recovery programmes, aimed at reinstating native plant communities to a favourable conservation status in compliance with the relevant legislation in force at the time. Preliminary consultation has been undertaken with potential users of the guidelines – namely site managers – in order to further refine the document. Wider public consultation is envisaged later this year.

Other activities

On the 19th September 2010, the Malta Tourism Authority organised a Tourism and Biodiversity Fair. A number of non-government organisations participated, each displaying its own projects and promotional material related to the conservation of the environment. Additionally children could also take part in a biodiversity life-sized board game, similar to snakes-and-ladders, and quiz.

A diverse number of activities and initiatives have been organised by local NGO's to mark the International Year of Biodiversity. These include a number of organised walks to Majjistral Nature and History Park. The Park to the north of the mainland encompasses clay slopes, water courses and boulder screees featuring a number of important and rare vegetation. Additionally a number of public guided walks to Ta' Ċenċ, Gozo - an area which forms part of the EU Natura 2000 network of protected areas. These walks were introduced by a small presentation on the fauna and flora found there. The cliffs at Ta' Ċenċ support a rich and unique floral assemblage characteristic of rupestral localities, including a number of endemics. The area is also of exceptionally importance for birds, as it supports a large population of seabirds, such as the Cory's Shearwater.

In conjunction with the celebrations of the European Bat Night in 2010, MEPA organised the ‘Malta Bat Night’ which provided the participants with an illustrated talk, an exhibition and a bat detecting night walk.

Protected Areas

A project “Natura 2000 management planning for Malta and Gozo” proposed by MEPA, has been approved for co-financing by the European Agricultural Fund for Rural Development (EAFRD) under Measure 323 of the Rural Development Programme for Malta, 2007 – 2013. This project aims to establish management plans and legal provisions for all terrestrial Natura 2000 sites in the Maltese Islands and to increase awareness of Natura 2000 amongst the general public and stakeholders. This will pave the way for subsequent investment in the management of Natura 2000 sites in the Maltese Islands.

Lately, the Trees and Woodlands (Protection) Regulations, 2011, have been published under the Environment and Development Planning Act 2010. These regulations form part of a ‘better regulation’

process, and repeal the Trees and Woodlands Protection Regulations, 2001 (Legal Notice 12 of 2001), with the aim of simplifying the process for issuing of permits related to protected trees, while at the same time increasing the protection afforded to certain species of trees and shrubs and areas important for endangered and rare trees.

5. UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

ISLAND BIODIVERSITY WORK IN THE UK – AN UPDATE.

*Prepared for the third meeting of the
Group of Experts on European Islands Biological Diversity
Galeria, Corsica 9 - 11 June 2011*

By Ian Bainbridge (Scottish Natural Heritage) and Dave Wootton (Defra)

1 BIODIVERSITY ON THE UK'S ISLANDS

The mainland of the United Kingdom is an island itself, although current UK biodiversity legislation and policy does not have a specific focus on islands; more it reflects the six main work programmes of the CBD. The UK also includes a large number of smaller islands (over 700 vegetated islands and around 70 populated islands), and there are four main archipelagos (Shetland, Orkney, the Outer and Inner Hebrides) and a number of other island groups across the UK, although the great majority of the islands are within Scotland. There are a large number of initiatives that work on the islands of the UK. Most of these are carried out by the devolved administrations.

A significant number of the UK's 257 Special Protection Areas (SPAs) are located on offshore islands⁵⁰, however listings are currently by site and country – the 'island' classification is not included.

1.1 Internationally-important populations

A review of UK SPAs⁵¹ highlights that the UK is of major international importance for several groups of birds. These include a number of groups that are especially reliant on the UK's islands: breeding seabirds, breeding and wintering waders and passage and wintering wildfowl.

UK is one of the richest areas in the world for seabirds. Just under 8 million seabirds of 25 species breed in Britain and Ireland, including 90% of the world's Manx shearwaters (*Puffinus puffinus*), 68% of Gannets (*Morus bassanus*) and 60% of Great Skuas (*Stercorarius skua*), as well as almost all of Europe's Leach's petrels (*Oceanodroma leucorhoa*). The UK SPA network holds over 4,946,000 breeding seabirds, and protection has recently been extended into inshore waters around the breeding colonies in many cases. 31 of the UK SPAs are on offshore islands. These protect some 3,788,000 breeding seabirds – a substantial proportion of all the seabirds breeding in the north-east Atlantic and North Sea areas.

The Scottish islands hold some of the densest populations of breeding waders in Europe. 30% of the biogeographic population of southern dunlin (*Calidris alpina schinzii*) breeds on the machairs and peatlands of the Outer Hebrides. There are important breeding populations of nine other species, including ringed plover (*Charadrius hiaticula*) redshank (*Tringa totanus*) and Snipe (*Gallinago gallinago*) on the grasslands and Golden plover (*Pluvialis apricaria*) and Greenshank (*Tringa nebularia*) on the peatlands. Internationally important wintering populations of Curlew (*Numenius arquata*), Sanderling (*Calidris alba*), Turnstone (*Arenaria interpres*) and Purple sandpiper (*Calidris maritima*) occur on the islands rocky and sandy shores. The habitat protection provided for these birds is a major contribution to their international conservation.

The UK's islands hold around 200,000 grey seals (*Halichoerus grypus*); 85% of Europe's and 45% of the world population (of which 90% are in Scotland). There are also 46,000 harbour seals (*Phoca vitulina*); representing 30% of Europe's population (of which 85% breed in Scotland).

⁵⁰ <http://www.jncc.gov.uk/page-2598>

⁵¹ <http://www.jncc.gov.uk/page-1415>

1.2 Grassland systems and species

Grassland systems and the species associated with them are also an important element of island biodiversity in the UK. Much island grassland is managed traditionally with little modern agricultural intensification, and hence it has a high wildlife value. Machair; a shell-enriched dune grassland, found extensively in western Scotland, is a classic UK habitat holding a wide range of threatened flora and fauna. Most of the UK's corncrake (*Crex crex*) population occurs on the Scottish islands, in the machair grassland. Breeding numbers have risen from 480 in 1993 to almost 1300 in 2008; due to direct intervention activities influencing island farming (crofting) management. It is likely that corncrakes will continue to be largely restricted to Scottish islands, but their recovery is a success story.

Machair also supports endangered insects such as the great yellow bumble bee (*Bombus distinguendus*); which is now restricted to the western and northern islands and the north Scottish coast. The slender Scotch burnet moth (*Zygaena loti scotica*) is found only on Mull on grazed coastal turf, though the nominate subspecies of this moth is found across mainland Europe.

Another widespread European bird species, the chough (*Pyrhocorax pyrrhocorax*), is largely restricted to island grasslands in the UK, and requires special habitat management for its conservation.

1.3 Endemism

There is relatively little UK island endemism, but *Primula scotica* is a coastal heath and grassland species restricted to northern Scotland and Orkney; the Shetland mouse ear (*Cerastium nigrescens*) is endemic to north Shetland, and the Lundy cabbage (*Coincyia wrightii*) is endemic to Lundy Island off south-west England, and also hosts an endemic flea beetle. Maintenance of grassland through appropriate grazing levels (and in the case of the Lundy cabbage, control of rhododendron (*R. ponticum*)) are vital for these species.

2 MANAGEMENT ISSUES THAT AFFECT BIODIVERSITY IN THE UK 'S ISLANDS

There are a number of important management issues affecting island biodiversity in the UK.

2.1 Farming management

The Scottish islands hold important populations of both breeding and wintering geese. For much of the twentieth century, breeding greylag geese (*Anser anser*) were confined to the Outer Hebrides, and the population declined to around 50 breeding pairs. A range of protection measures led to their recovery and there are now around 40,000 birds spread across the western and northern Scottish islands. These are seen as causing conflict with farming management and may have effects on traditional; framing which is beneficial to a range of other species.

In winter, the Scottish islands host large populations of Greenland white-fronted geese (*Anser albifrons flavirostris*) and Greenland barnacle geese (*Branta leucopsis*); around half of the world population of each species occur here. Almost all the Icelandic greylag goose population winters in Scotland; 80% (80,000) now winter on Orkney, having vacated the central Scotland mainland in the last decade. These also cause management conflict with farming interests, and several local goose management schemes have been in place on Scottish islands for the last ten years. The 2010 Scottish Government Goose Management Review concluded that recent goose management policy and in particular the system of Local Goose Management Schemes, had been successful in improving the fortunes of most goose species and reducing the conflicts with agriculture. The exception to this is the populations of Greenland White-fronted goose, whose populations are still declining. The Review also concluded that there was a lack of equity in how agricultural managers who were all facing pressure from expanding goose populations were treated. This is particularly notable in Orkney & Caithness where populations of grey geese are expanding rapidly and goose schemes are largely unavailable. The Review also noted the high costs which were unlikely to be sustainable with public sector cuts.

The Government has now committed to developing revised Schemes with a reduced budget, which can focus on enhanced protection for species of conservation concern (Greenland White-fronts), and supports a greater emphasis on adaptive management, where data and management controls allow effective monitoring of hunting effort. There was a general steer that local costs could be reduced with minimum impact on conservation targets by reducing the goose scaring and modifying monitoring efforts, within agreed limits. A decision has been made to enter into Interim Goose Management Schemes for the year 2011/12, which will require Local Schemes to reduce costs, following the general approach set out by the Scottish Government. Work will begin on tailoring the Schemes more significantly to address the revised policy direction during summer and autumn 2011. It is also recognised, however, that these goose populations also provide major tourism income from both birdwatching and shooting.

On a number of the UK's islands, there is overgrazing from deer and sheep, severely impacting habitat. As a consequence of difficulties in managing sheep on remote islands, a lack of grazing is also an issue on some islands. There are examples of how a lack of grazing has given rise to vegetation that is unsuitable habitat for threatened species: eg for Barnacle geese (*B. leucopsis*) which depend on short-cropped turf.

White-tailed sea eagles (*Haliaeetus albicilla*) have been reintroduced to Scotland over last 35 years (with grateful thanks to Norway for providing the birds). There are now around 52 breeding territories, mostly on Scottish islands. These are providing major tourism income to the islands of Mull and Skye. In the west there is however, some perceived conflict with sheep farming, which continues to require efforts to resolve, though two recent scientific studies suggest there is little predation of lambs. A third reintroduction on the east coast of Scotland is progressing well and is into its fifth year; the birds are using east coast seabird islands amongst other areas.

2.2 Marine renewables

The next substantial issue is likely to be the development of marine renewables around the UK coasts. Major developments of offshore wind, tidal and wave power devices are proposed. The latter two are likely to be largely around the Scottish islands where the largest natural wave and tidal resources occur. It will be vital to assess what effects these developments may have on the marine environment and to develop strategies and methods to minimise these effects.

2.3 Genetic conservation

Islands have an important role to play in genetic conservation; several Scottish islands hold endemic subspecies of mice (eg *Apodemus sylvaticus hirtensis* on St Kilda) and birds (eg *Troglodytes troglodytes zetlandicus* on Shetland). Some islands act as genetic refugia for widespread species. Several Scottish islands hold genetically-pure populations of red deer (*Cervus elaphus*). On the mainland, hybridisation with Sika deer (*C. nippon*) is widespread, and legislation is forthcoming to protect the island deer populations' genetic integrity. There has been a major study of red deer population genetics and demography on Rum for thirty years.

Machair management on the Scottish islands is partly-dependent on traditional local races of cereals, such as bere barley (*Hordeum vulgare*) and black oats (*Avena strigosa*); this represents important genetic conservation of farmed crop species.

In England, the Isle of Wight and in Wales, Anglesey act as refugia for populations of red squirrels (*Sciurus vulgaris*) threatened elsewhere by the spread of grey squirrels (*Sciurus carolinensis*) and the pox virus they carry.

2.4 Invasive non-native species

Invasive non-native species are a critical issue for the UK's island biodiversity, as is the case across much of the world. On the Outer Hebrides, hedgehogs (*Erinaceus europaeus*), which were introduced in the 1970s by misguided individuals wishing to control slugs (*Arion* spp) in gardens, are having major effects on the internationally-important breeding wader populations, by their predation of wader eggs. A

major removal programme is under way, and hedgehogs have now been almost cleared from North Uist⁵². The American mink (*Mustela vison*) also causes serious problems to ground-nesting terns, gulls and waders, and a major removal programme⁵³ is under way on Harris and Lewis.

The most widespread non-natives issue is that of rats on islands with important seabird populations. These are mostly brown rats (*Rattus norvegicus*) but there were also black rats (*Rattus rattus*) on Lundy Island in south west England. Predation of seabird eggs and chicks has been a widespread problem. Over the last 50 years, twelve islands around the UK have had rat eradication programmes. There have been some excellent results in terms of seabird responses: Manx shearwaters (*P. puffinus*) numbers have trebled on Ramsey and Lundy in the 5-10 years since rat eradication.

The rat eradication projects have become increasingly large and ambitious. The project on Canna (off west Scotland) has been the largest to date. Canna is a 1300 ha, farmed and populated island, owned by the National Trust for Scotland. A grid of thousands of poison bait tubes was set in 2005-06. The project needed to remove and maintain a population of Canna fieldmice (*Apodemus sylvaticus*), which were held and bred by the Zoological Society of Scotland for over twelve months, and reintroduced after the poisoning process was complete. The project was apparently effective but NTS continues a monitoring programme, of both the rat absence and seabird population responses.

Scottish Natural Heritage is also trialling brown rat control on Rum; an 11,000 ha island, which holds 61000 pairs, 25% of the world's Manx shearwaters (*P. puffinus*). These nest on mountain-top slopes. This project is considering whether all-island control is necessary and is being implemented by The Food and Environment Research Agency (FERA). It aims to investigate the impact of predation by introduced rats on breeding success of Manx Shearwaters on the island of Rum. Breeding success of Manx Shearwaters was compared in areas where rats were removed by the use of rodenticides and in untreated control areas. Results from this trial will help to determine what future action will be taken to safeguard the future of the breeding Manx Shearwater population on Rum.

Rat activity was monitored at key stages to evaluate the success of the rat control strategy used in the treated area, detect any subsequent reinvasion or population recovery, and monitor rodent activity levels at the control sites. Two main methods were used to monitor rat activity (tracking plates and chew sticks). The data indicate that the density of rats at the treatment site may have been reduced by the rodenticide treatment in May, but showed signs of partial recovery or reinvasion by late August. The density of rats was lower than expected at the study sites, and may be an indication of inter-year variation. The second phase of the rat control trial will begin in June 2011 when last year's treatment area will become a control area and one of last year's control areas will become the treatment area.

Quarantine vigilance is also needed in regards of rat invasions. A recent case of a shipwrecked Scottish fishing vessel on St Kilda brought the threat of rat introduction to the most important seabird islands in the UK. This resulted in a programme of rat monitoring work, both after the wreck and during the ship-breaking operations. A similar protocol is needed for all rat-free seabird islands.

New Scottish legislation, introduced in 2010, increases the protection of islands from introductions of non-native species, or species whose natural range within Scotland does not include island areas. It is now illegal, for example , to introduce mammals to islands where they are not native.

3 BIODIVERSITY IN THE UK CROWN DEPENDENCIES

The UK also has three Crown Dependencies; Jersey, Guernsey (and their archipelago of smaller islands) and the Isle of Man. These have many biogeographical similarities with mainland UK. The Channel islands are notable for holding a range of species whose range does not extend to mainland Britain; and insular forms of some species, such as the Guernsey form of the common vole *Microtus arvalis*) which also occurs on Orkney, its sole area in the UK. The Isle of Man holds important

⁵² <http://www.snh.gov.uk/land-and-sea/managing-wildlife/uist-wader-project/>

⁵³ <http://www.snh.gov.uk/land-and-sea/managing-wildlife/hebridean-mink-project/>

populations of breeding birds (e.g. seabirds, chough and hen harrier (*Circus cyaneus*); similar to some Scottish islands, and they hold a range of marine and terrestrial habitats which are significant in a UK and regional context.

4 CONCLUSIONS

A number of island biodiversity issues are very similar across islands, regardless of species, habitats, or geographical location. One of the key lessons learnt from experiences on inhabited UK islands is that the local people (local ownership and local involvement) are pivotal to the success of any conservation initiative. It is also important that conservation initiatives are appropriately scaled to the size of the populations of the islands to ensure long term sustainability and continuity.

Information-sharing across islands is important. For example, access to good quality scientific data about eradication or control of non-native invasive species on small islands (including costs, benefits, probability of success and how to maximise this) will help make the case for island-specific proposed actions.

Annexe 4

**Convention relative à la conservation
de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe**

Comité permanent

**Projet Recommandation n° ... (2011) du Comité permanent, adopté le ... décembre 2011,
sur la Charte de la sauvegarde de l'utilisation durable de la diversité biologique des îles
d'Europe.**

Le Comité permanent de la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe, agissant en vertu de l'article 14 de la convention;

Constatant l'adoption par la Commission européenne, en mai 2011, d'une Stratégie européenne pour la biodiversité à l'horizon 2020;

Notant également l'adoption par la Convention sur la diversité biologique (CDB), en mars 2006, d'un Programme de travail sur la diversité biologique des îles, et l'examen approfondi du Programme de travail présenté à la 11^e réunion de la Conférence des Parties à la CDB, en octobre 2012;

Rappelant que l'Article 3 de la Convention de Berne demande aux Parties de prendre en considération la conservation de la flore et de la faune sauvages dans leur politique d'aménagement et de développement, et de veiller à ce que soient mises en œuvre des politiques nationales de conservation de la flore et de la faune sauvages et des habitats naturels, en accordant une attention particulière aux espèces menacées d'extinction et vulnérables, surtout aux espèces endémiques, et aux habitats menacés;

Rappelant qu'en vertu de l'article 4 de la Convention de Berne, chaque Partie contractante prend les mesures législatives et réglementaires appropriées et nécessaires pour protéger les habitats des espèces sauvages de la flore et de la faune, et s'engage à accorder une attention particulière à la protection des zones importantes pour les espèces migratrices;

Reconnaissant, à cet égard, la contribution remarquable des îles à la diversité biologique mondiale, qui résulte dans une large mesure de leur isolement et du degré élevé d'endémisme de leurs communautés animales et végétales terrestres, d'eau douce et marines;

Reconnaissant que les cinq principaux moteurs immédiats de perte de la diversité biologique – la pollution, la modification et la perturbation des habitats, la surexploitation, le changement climatique et les espèces exotiques envahissantes – ont tous des conséquences graves et cumulées sur la diversité biologique des îles d'Europe;

Reconnaissant en outre l'extrême vulnérabilité de la diversité biologique des îles, et le fait que la plupart des extinctions d'espèces constatées à l'époque moderne se sont produites sur les îles;

Reconnaissant également la vulnérabilité élevée des cultures et des communautés humaines sur les îles, ainsi que de leur économie, qui repose souvent sur un petit nombre de secteurs qui sont principalement le tourisme, l'agriculture, la pêche et l'extraction minière, ainsi que sur des aides financières extérieures, même s'il convient de souligner l'ingéniosité particulière de leurs habitants;

Reconnaissant que la taille réduite et l'accès limité sont des caractéristiques essentielles de nombreuses îles, et que les activités en tout genre doivent généralement y être réalisées par un plus petit nombre de personnes que sur le continent;

Notant que l'Europe compte plus de 50 000 îles, dont environ 500 ont une superficie supérieure à 20 km², situées à des latitudes qui vont des régions polaires aux régions subtropicales, et que plusieurs pays d'Europe sont totalement insulaires.

Rappelant sa Décision de 2008 visant à créer un Groupe d'experts de la diversité biologique des îles d'Europe chargé de poursuivre les objectifs suivants: (i) améliorer le travail de sauvegarde en réseau dans les îles d'Europe; (ii) apporter une contribution positive au programme de travail sur les îles de la Convention sur la diversité biologique en présentant les avis, le savoir-faire et les problèmes des îles d'Europe; (iii) apporter aux gouvernements de la Convention de Berne une assistance sur les problèmes de sauvegarde spécifiques des îles d'Europe; (iv) proposer des lignes directrices et des outils communs qui pourront être utilisés pour améliorer la sauvegarde des îles d'Europe; (v) analyser les menaces pour la diversité biologique qui risquent de poser de plus graves problèmes sur les îles que sur le continent; (vi) promouvoir les activités nationales de sauvegarde sur les îles;

Reconnaissant que la sauvegarde de l'utilisation durable de la diversité biologique sur les îles d'Europe et autour de celles-ci dépend, au-delà de la Convention de Berne, de tout un éventail de politiques territoriales et nationales et d'instruments, politiques et initiatives internationales, dont une liste non exhaustive est proposée en annexe 1);

Notant avec intérêt le document T-PVS/Inf (2011) 9 sur les priorités de la sauvegarde de la diversité biologique sur les îles d'Europe”;

Recommande que les Parties contractantes:

1. prennent note de la Charte de la sauvegarde et de l'utilisation durable de la diversité biologique des îles d'Europe, présentée en annexe, afin qu'elle serve de source d'inspiration à leurs politiques et à leur pratique, et encouragent leurs autorités locales et régionales à s'en inspirer également;
2. accordent une attention particulière à la diversité biologique des îles dans la mise en oeuvre de leurs obligations internationales ainsi que dans la réalisation des objectifs de 2020 adoptés dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique;
3. prennent note, dans l'élaboration de leurs plans d'action en faveur de la diversité biologique des îles, des priorités énoncées dans le document susmentionné;
4. informent le Comité permanent des mesures prises en application de la présente recommandation;

Invite les Etats observateurs à mettre en oeuvre cette recommandation selon les besoins.

Annexe à la recommandation

CHARTE DE LA SAUVEGARDE ET DE L'UTILISATION DURABLE DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE DES ILES D'EUROPE

Les principes et recommandations ci-dessous pourraient s'appliquer à la plupart des îles du monde, voire toutes, mais la présente Charte concerne spécifiquement les îles maritimes des pays essentiellement européens signataires de la Convention de Berne qui se situent dans la mer Baltique, la mer du Nord, la mer Méditerranée et dans le nord et l'est de l'océan Atlantique. Elle couvre toutes les formes de diversité biologique des milieux marins, terrestres, côtiers et d'eau douce.

La Charte est assortie du plan d'action qui lui fait suite, et qui détaille les recommandations et moyens et mesures de mise en œuvre correspondants.

1. La diversité biologique des îles d'Europe constitue une part importante du patrimoine biologique de l'Europe et mérite une protection tant pour sa valeur intrinsèque que pour les services qu'elle rend, qui sont un des piliers du développement socio-économique local.

Les îles apportent une contribution significative à la biodiversité mondiale et accueillent un pourcentage élevé d'espèces menacées: 29% (10/34) des points chauds terrestres de la biodiversité⁵⁴ sont des îles, et sur les 10 points chauds coralliens identifiés, 70% sont insulaires⁵⁵; 48% (104/218) des zones du monde peuplées par des oiseaux endémiques⁵⁶ sont situées sur des îles; 25% des 238 écorégions⁵⁷ prioritaires du WWF sont entièrement insulaires; environ 20% de toute la diversité des plantes vasculaires du monde ne vit que sur des îles;⁵⁸ les îles ne représentent qu'environ 5% de la surface terrestre du globe, mais un tiers des mammifères, oiseaux et amphibiens du monde vivent exclusivement sur elles.⁵⁹

Les îles d'Europe hébergent beaucoup d'espèces endémiques, accueillent de fortes populations reproductrices d'espèces importantes et peuvent servir de refuges à des espèces menacées d'extinction, voire éteintes sur le continent ou sur les îles principales. Elles constituent souvent aussi des sites d'hivernage vitaux, des escales ou des points de ralliement pour des oiseaux et des mammifères migrateurs, et probablement aussi pour des invertébrés.

Les régions méditerranéenne et macaronésienne et leur grand nombre d'îles constituent un "point chaud" remarquable de la diversité biologique - malgré les pertes significatives d'espèces endémiques que l'on déplore au cours de l'histoire récente, dès le début de l'occupation par l'homme. Dans les îles Canaries, près de 70% de certains taxons (les scarabées, par exemple) sont endémiques.⁶⁰ Dans les îles méditerranéennes de la Corse, de la Crète et de Chypre, les plantes endémiques représentent respectivement 12%, 10% et 7% de la flore.⁶¹ En outre, les îles de ces régions sont très vulnérables au changement climatique.

A l'inverse, les îles d'Europe du nord se caractérisent plutôt, en raison des glaciations récentes, par une diversité biologique relativement appauvrie et une absence quasi totale d'endémisme au niveau des

⁵⁴ www.biodiversityhotspots.org

⁵⁵ Roberts, C.M., C.J. McClean, J.E.N. Veron, J.P. Hawkins, G.R. Allen, D.E. McAllister, C.G. Mittermeier, F.W. Schueler, M. Spalding, F. Wells, C. Vynne & T.B. Werner (2002): *Marine biodiversity hotspots and conservation priorities for tropical reefs*. Science 295:1280–1284.

⁵⁶ http://www.birdlife.org/action/science/endemic_bird_areas/index.html

⁵⁷ http://en.wikipedia.org/wiki/Global_200

⁵⁸ Conservation International (2006): CI Facts - Island Biodiversity Hotspots.

⁵⁹ Fonseca, G.A.B. da, R.A. Mittermeier & C. G. Mittermeier (2006): *Conservation of Island Biodiversity: Importance, Challenges, and Opportunities*. Washington DC, Conservation International.

⁶⁰ Machado, A. (1998): *Biodiversidad. Un paseo por el concepto y las Islas Canarias*. Ed. Cabildo Insular de Tenerife.

⁶¹ Orueta, G. (2009).

espèces. Beaucoup de ces îles constituent toutefois des zones d'importance mondiale pour l'alimentation d'oiseaux et de mammifères marins, et abritent en outre d'importantes ressources marines vivantes.⁶²

Enfin, l'économie et la subsistance sur les îles d'Europe dépendent souvent, dans une large mesure, des multiples avantages offerts par la diversité biologique et les services des écosystèmes, dont le tourisme motivé par la nature, y compris la plongée récréative, ainsi que la récolte de produits de la mer ne sont que les exemples les plus évidents.

Malheureusement, beaucoup de gens continuent de penser que ces avantages et ces services vont de soi, et ne voient ou ne remarquent pas qu'ils ne cessent de se détériorer.⁶³ Il convient que la valeur intrinsèque, économique et autre de la diversité biologique des services des écosystèmes soit davantage reconnue et prise en compte dans les décisions publiques et privées qui concernent les îles.

2. Des efforts renouvelés et ciblés sont nécessaires pour la sauvegarde et la gestion durable des espèces et des habitats naturels sur les îles d'Europe, et en particulier sur celles dont la diversité biologique endémique est la plus grande et la plus menacée, sans négliger toutefois le potentiel pour la sauvegarde des îlots inhabités.

Les efforts présents et passés n'ont pas suffi pour enrayer la perte d'espèces et d'habitats naturels sur la plupart des îles d'Europe. Bien au contraire, la pression augmente sur plusieurs fronts, et notamment en raison de la poursuite des changements d'occupation des sols, des perturbations, de la surexploitation, des espèces envahissantes et du changement climatique.

Il faut redoubler d'efforts pour traiter les problèmes les plus urgents de sauvegarde de la diversité biologique, et notamment sur les îles qui possèdent une partie importante des espèces européennes endémiques et menacées, en particulier dans les régions méditerranéenne et macaronésienne. Il faudrait également consentir des efforts supplémentaires dans la protection des îlots européens isolés et/ou inhabités, surtout dans le nord-est de l'Atlantique, où d'importantes populations d'espèces de faune et des espaces sauvages peuvent être protégés à relativement peu de frais.

3. La transformation, la modification et la perturbation du milieu naturel continuent de constituer une grave menace pour la diversité biologique sur de nombreuses îles d'Europe; il convient donc que les politiques intégrées d'aménagement du territoire tiennent dûment compte de la biodiversité.

Tout au long de l'histoire, la transformation du milieu naturel par l'homme a constitué la cause le plus répandue et la plus grave de réduction des populations d'espèces animales et végétales. Cette tendance se poursuit sur diverses îles d'Europe, et notamment sur celles dont la densité de population est la plus élevée et où la demande d'urbanisation et de développement des infrastructures, ainsi que la pression pour les activités récréatives et pour l'exploitation des ressources sont les plus fortes.

L'aménagement du territoire et les études d'impact sur l'environnement devraient pleinement prendre en compte la diversité biologique et les services des écosystèmes et prévenir, atténuer ou compenser les impacts inévitables.

4. Les espèces exotiques envahissantes sont une des principales menaces pesant sur la diversité biologique des îles; il faut éviter leur introduction, les contrôler, voire les éradiquer là où c'est réalisable, notamment dans les sites prioritaires, et préserver les espèces fortement menacées d'extinction.

⁶² Agence européenne pour l'environnement (2002-2008): *Europe's biodiversity – biogeographical regions and seas*. www.eea.europa.eu/publications/report_2002_0524_154909

⁶³ L'étude internationale sur l'économie de la diversité biologique et des services des écosystèmes (*The Economics of Biodiversity and Ecosystem Services*) (www.teebweb.org) a estimé que si l'on ne fait rien, c'est-à-dire en laissant la détérioration de la biodiversité et des services des écosystèmes se poursuivre, le coût annuel pour l'économie atteindra 7% du PIB mondial d'ici à 2050.

Après les pertes d'habitat, les espèces exotiques envahissantes (EEE) constituent vraisemblablement la principale menace directe pour la diversité biologique des îles d'Europe. Cela s'explique essentiellement par le grand nombre de taxons animaux et végétaux endémiques et dont l'aire de répartition est exiguë, mais aussi par la rareté ou l'absence de facteurs naturels, tels que les prédateurs ou les agents pathogènes, susceptibles d'entraver la dissémination des arrivants nuisibles.

De plus, les EEE nuisent gravement aux activités économiques et à la santé humaine: rien que pour l'UE, le coût des problèmes liés aux EEE sont estimés à au moins 12,7 milliards EUR par an.⁶⁴ En outre, le changement climatique et le développement du commerce international sont de nature à aggraver les problèmes d'EEE.

Il est donc essentiel de mener une lutte préventive contre les EEE là où elle s'impose, afin de préserver la diversité biologique des îles d'Europe. Il existe d'importantes opportunités parce que tant la prévention que l'éradication sont envisageables sur les îles, alors qu'elles sont pratiquement impossibles sur le continent.

5. Les ressources en eau des îles d'Europe doivent, surtout dans la perspective des retombées de plus en plus fortes du changement climatique, être gérées de manière à limiter au minimum les impacts négatifs sur la diversité biologique des écosystèmes d'eau douce.

Les écosystèmes d'eau douce figurent parmi les milieux les plus menacés en Europe et dans le monde⁶⁵ en raison d'une série d'impacts déterminants tels que la surexploitation, la pollution de l'eau, l'altération des flux, y compris par le prélèvement d'eau, la destruction ou la détérioration des habitats et l'invasion par des espèces exotiques envahissantes^{66,67}.

D'autre part, l'eau est une des ressources les plus précieuses de nombreuses îles d'Europe, notamment dans les régions méditerranéenne et macaronésienne, qui accueille la majeure partie de la biodiversité des îles d'Europe. Les ressources en eau de ces îles sont toutefois menacées par la disparition de forêts et de zones humides, par la pollution et, tout particulièrement, par une gestion inadaptée de l'eau qui engendre une surexploitation des ressources locales.

À ces préoccupations s'ajoute l'impact que le changement climatique devrait avoir sur le régime des eaux douces⁶⁸ sur les îles d'Europe: les précipitations annuelles devraient augmenter sur les îles du nord de l'Europe, tandis qu'elles devraient nettement diminuer sur celles du sud du continent. La canalisation des rivières et des ruisseaux, qui se pratique à grande échelle pour satisfaire la demande domestique et agricole, assombrît encore le tableau par ses lourdes retombées sur les écosystèmes d'eau douce, et le recours à de telles pratiques risque de s'intensifier si le climat devient plus sec.

Il convient donc d'accorder une attention particulière à la réduction de l'impact existant, et à la prévention des impacts à venir, d'une gestion inadaptée de l'eau sur la diversité biologique des écosystèmes d'eau douce.

6. Les conséquences directes et indirectes du changement climatique sur les éléments les plus vulnérables de la diversité biologique et sur les ressources naturelles vivantes des îles d'Europe appellent une action préventive concertée, y compris des mesures visant à améliorer leur résilience et à faciliter leur adaptation.

⁶⁴ http://ec.europa.eu/environment/nature/pdf/council_concl_0609.pdf

⁶⁵ <http://eea.cbm-cbd.net/information/indicator/F1090245995/consultation-draft-assessment-report-biodiversity/31-freshwater-ecosystems>

⁶⁶ Darwall, W., Smith, K., Allen, D., Seddon, M., Mc Gregor Reid, G., Clausinger, V. and Kalkman, V. 2008. Freshwater biodiversity – a hidden resource under threat. In: J.-C. Vié, C. Hilton-Taylor et S.N. Stuart (eds.) *The 2008 Review of The IUCN Red List of Threatened Species*. UICN, Gland, Suisse.

⁶⁷ Evaluation du millénaire des écosystèmes 2005

⁶⁸ Dudgeon, D., Arthington, A.H., Gessner, M.O., Kawabata, Z.I., Knowler, D.J., Lévêque, C., Naiman, R.J., Prieur-Richard, A.-H., Soto, D., Stiassny, M.L.J. et Sullivan, C.A. 2006. Freshwater biodiversity: importance, threats, status and conservation challenges. Biological Review 81: 163-182

L'on s'attend généralement à ce que le changement climatique devienne la pire menace pour la diversité biologique du monde au cours du 21^e siècle, et ce phénomène appelle une attention particulière sur les îles. Les biotes insulaires d'Europe et du reste du monde sont très sensibles aux changements climatiques du fait de leur isolement et de leurs caractéristiques écologiques. Certains changements seront sans doute atténusés par l'effet tampon des mers environnantes, mais d'autres risquent d'avoir de dures conséquences.

Dans ce contexte, notons que le changement climatique aura sur la diversité biologique des impacts à la fois directs, résultant de la modification de l'environnement matériel et vivant, et indirects, résultant des mesures prises par les sociétés pour y réagir, notamment dans le contexte de l'adaptation au changement climatique et des mesures d'atténuation de ses conséquences.

La stratégie de lutte contre le changement climatique doit donc comporter quatre axes: (i) déterminer les points faibles des biotes de chaque île et les impacts directs anticipés sur les espèces et les habitats; (ii) atténuer, dans la mesure du possible, les impacts négatifs directs par une amélioration de la résilience et des moyens d'adaptation des espèces et des écosystèmes des îles et par d'autres interventions adaptées; (iii) déterminer et anticiper tout impact potentiel indirect que pourraient avoir des mesures inadaptées; et (iv) atténuer les principales retombées négatives indirectes. Cette démarche tient compte de l'idée de plus en plus répandue qu'il est préférable de conjuguer la lutte contre le changement climatique et celle contre les pertes de biodiversité, car les deux phénomènes sont étroitement liés et les possibilités de synergies et les avantages mutuels sont nombreux.

En Europe, les îles des régions méditerranéenne et macaronésienne semblent être prioritaires parce qu'elles présentent la plus grande diversité biologique et risquent de subir les impacts directs et indirects les plus notables du changement climatique. À l'intérieur de ces régions, les sites qui hébergent des taxons endémiques vulnérables ou menacés d'extinction méritent une attention spéciale.⁶⁹

7. Sur de nombreuses îles d'Europe, l'intensification de l'agriculture, des pâturages et de la sylviculture ainsi que l'abandon des méthodes de culture traditionnelles et peu intensives peuvent avoir, sur les espèces et les habitats, un impact plus prononcé que dans d'autres régions.

Les activités agricoles, pastorales et sylvicoles jouent un rôle essentiel dans la gestion de la diversité biologique. Cette dernière peut être affectée par une intensification de l'agriculture aussi gravement que par l'abandon massif de terres agricoles. La première augmente la pression sur la biodiversité en éliminant du paysage agricole certains éléments importants du milieu et en augmentant de charge de l'environnement en produits chimiques. La seconde aura par contre un impact négatif sur les espèces les milieux qui profitent de la gestion humaine et dépendent de son maintien.

Sur les îles d'Europe, le passage d'une agriculture traditionnelle et respectueuse de la diversité biologique à des méthodes plus intensives est de plus en plus préoccupant. Il faut toutefois aussi accorder une attention particulière à l'abandon des îlots éloignés et peu habités qui ont longtemps su conserver une gestion traditionnelle et peu intensive, car il peut y avoir de graves répercussions sur les habitats et sur les espèces.

Dans la mesure du possible, les mesures incitatives devraient cibler les populations et les autorités insulaires qui, d'une part, rejettent les mesures d'intensification indésirables et, d'autre part, encouragent le maintien de la présence humaine et de pratiques agricoles respectueuses de la diversité biologique et qui ont un impact réduit sur cette dernière.

8. Les énergies renouvelables peuvent certes contribuer à répondre à la demande d'énergie des îles d'Europe, mais les conséquences potentiellement graves de différents modes de production d'énergie renouvelable appellent impérativement la prise en compte, dans les études d'impact sur l'environnement, des retombées possibles sur la diversité biologique

⁶⁹ Epple, C. (2010). Bertzky, M. *et al.* (2009).

Partout dans le monde, les îles s'efforcent de plus en plus de réduire leur dépendance énergétique et s'intéressent donc à leurs ressources locales en énergies renouvelables et aux possibilités de les exploiter. Ainsi, elles envisagent notamment l'énergie solaire, les éoliennes implantées en mer ou à terre, la biomasse, l'énergie marémotrice ou des vagues, la géothermie et les petites et grandes sources d'énergie hydroélectrique. Ces énergies sont communément qualifiées de "vertes" et de "non polluantes", mais la construction, l'opération et le démantèlement des infrastructures de génération et de transport d'énergie qu'elles supposent peuvent avoir de lourds impacts sur la diversité biologique, notamment par les pertes d'habitat et les perturbations, mais aussi en facilitant l'implantation d'espèces exotiques envahissantes.

Les initiatives de production d'énergie renouvelable devraient donc être soumises à de minutieuses études stratégiques environnementales et d'impact sur l'environnement qui doivent pleinement prendre en compte les conséquences sur la biodiversité afin d'organiser la prévention, l'atténuation ou la compensation des éventuels impacts graves.

9. La situation et les caractéristiques des îles appellent l'élaboration et la mise en oeuvre d'approches et d'outils spécifiques tant pour l'analyse des problèmes que pour les mesures prises pour les résoudre.

Les îles et leur biodiversité posent des problèmes spécifiques liés à leur taille généralement réduite et à l'éloignement du continent. Les méthodes scientifiques, les outils d'analyse et de gestion et les mesures et cadres législatifs destinés à assurer la sauvegarde et l'utilisation durable de la biodiversité ont souvent été conçus dans un contexte continental, et sont donc peu adaptés au cadre insulaire.

La définition et l'adoption d'approches spécifiquement adaptées aux îles, quand elles sont nécessaires et justifiées, peut apporter une contribution essentielle de ce point de vue. Les approches concernées devraient offrir des possibilités d'analyse des problèmes et des solutions aux échelles appropriées, et prendre en compte les contraintes de ressources et d'espace ainsi que les spécificités écologiques inhérentes à la plupart des îles. Elles devraient également intégrer les facteurs socio-économiques dans le débat sur la diversité biologique et l'environnement en général afin de générer des améliorations globales.

10. La connaissance de la diversité biologique et des ressources naturelles vivantes des îles d'Europe, et les échanges de données scientifiques les concernant, y compris sur les éléments qui les menacent et leur statut de conservation, restent limités; il faut consentir de nouveaux efforts pour combler les lacunes prioritaires correspondantes.

Aujourd'hui encore, de nombreux biotes insulaires restent étonnamment peu étudiés, même en Europe. Cela se vérifie tout spécialement dans les îlots inhabités et isolés, et dans les îles dotées d'une forte diversité biologique, surtout dans les régions méditerranéenne et macaronésienne. Ainsi, dans les îles Canaries, une nouvelle espèce a été décrite en moyenne tous les six jours au cours de la dernière décennie.⁷⁰ De même, la connaissance de la caractérisation et de la répartition des communautés d'espèces insulaires et des interactions écologiques au sein de tous les biomes reste très incomplète.

Il est donc essentiel, pour assurer une bonne protection et une gestion adéquate de la diversité biologique de ces îles, d'augmenter fortement les connaissances sur les espèces, les habitats et les écosystèmes des îles d'Europe et de partager librement la base de connaissances correspondante, en déterminant et en surveillant le statut de conservation de chaque espèce et en étudiant les interactions écologiques et les rapports avec les activités humaines.

11. La sauvegarde de la diversité biologique et la gestion des ressources naturelles sur les îles d'Europe appelle une augmentation adéquate des moyens financiers et des capacités institutionnelles, en partant du constat que les moyens supplémentaires consacrés aux îles

⁷⁰ Martín Esquivel, J.L., M.C. Marrero Gómez, N. Zurita Pérez, M. Arechavaleta Hernández & I. Zamora Izquierdo (2005): La biodiversidad en datos 2005. Especies Silvestres de las islas Canarias. Gobierno de Canarias Consejería de Medio Ambiente y Política Territorial (CD-ROM).

permettront de réaliser davantage en faveur de la diversité biologique que des investissements similaires consentis en Europe continentale.

Le succès de la sauvegarde et de la gestion de la diversité biologique et des ressources naturelles s'appuie sur des capacités institutionnelles et des moyens financiers proportionnels aux problèmes rencontrés. Toutefois, sur les îles d'Europe comme en de nombreux autres lieux, les secteurs public et privé et la société civile manquent souvent des moyens financiers et techniques nécessaires à l'évaluation des problèmes de biodiversité et à la lutte pour y remédier. Les divers acteurs insulaires continuent d'être relativement isolés, et les différentes îles ont tendance à adopter des approches différentes face aux problèmes rencontrés.

Les gouvernements nationaux, les autorités locales et les autres organisations concernées devraient donc mobiliser les moyens financiers localement disponibles, mais il est également important qu'ils sollicitent des financements extérieurs si l'économie locale n'a pas les moyens de couvrir les besoins; ils devraient aussi concevoir et mettre en oeuvre des initiatives ciblées et efficaces de renforcement des capacités et de réduction de l'isolement, le cas échéant, pour tirer le meilleur parti possible des ressources locales.

Comparés à la situation rencontrée sur le continent, les investissements dans les initiatives en faveur des îles devraient, relativement, apporter une contribution nettement supérieure à la sauvegarde de la diversité biologique grâce à la proportion et à la densité plus élevées d'espèces endémiques et menacées et d'écosystèmes exceptionnels, et au fait que les pressions sur la diversité biologique sont souvent plus faciles à pallier sur les îles.

12. Pour atteindre les objectifs de sauvegarde de la diversité biologique dans les îles d'Europe il est vital que les populations locales soient sensibilisées au problème et s'approprient les initiatives.

Les populations locales sont déterminantes pour la réussite de toute initiative de sauvegarde, y compris dans les îles d'Europe. Une part importante du travail consiste donc à aider les populations locales à mieux comprendre les objectifs de sauvegarde et à s'approprier les activités correspondantes. Le soutien local ainsi obtenu permet également d'inciter plus facilement les dirigeants politiques à prendre en compte la valeur et les besoins de la biodiversité dans leurs prises de décisions.

Annexe 1

Liste non exclusive des mesures sous-nationales et nationales, ainsi que des instruments, politiques et initiatives internationales:

- Convention sur la diversité biologique et son Programme de travail sur la Biodiversité insulaire⁷¹ et le Partenariat insulaire mondial (PIM), une initiative étroitement liée à ce programme;⁷²
- Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage;⁷³
- Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction;⁷⁴
- Convention du patrimoine mondial;⁷⁵
- Convention de Ramsar relative aux zones humides d'importance internationale⁷⁶;
- Convention des Nations unies sur le droit de la mer⁷⁷;
- Directives Oiseaux et Habitats de l'UE,⁷⁸
- Directive cadre sur l'eau (UE);⁷⁹
- Politique agricole commune (UE),⁸⁰
- Livre blanc de la Commission européenne « Adaptation au changement climatique: vers un cadre d'action européen »;
- Directive-cadre "stratégie pour le milieu marin",⁸¹
- Politique commune de la pêche de l'UE⁸² et les diverses Organisations régionales de gestion de la pêche;⁸³
- Commission de Helsinki pour la protection de l'environnement marin de la Baltique (HELCOM);⁸⁴
- Commission OSPAR pour protéger et préserver l'Atlantique du Nord-Est et ses ressources;⁸⁵
- Convention de Barcelone et son Plan d'action pour la Méditerranée;⁸⁶
- Convention et Plan d'action pour le développement durable des petites îles de Méditerranée;⁸⁷
- Réseau nordique et baltique sur les espèces exotiques envahissantes (NOBANIS);⁸⁸
- Fédération des Petites Iles Européennes;⁸⁹
- Réseau européen des îles pour l'énergie et l'environnement (ISLENET),⁹⁰ constitué dans le cadre de la Commission des îles de la Conférence des régions ultrapériphériques et maritimes

⁷¹ www.cbd.int/island

⁷² www.cbd.int/island/glispa.shtml

⁷³ www.cms.int et http://www.cms.int/documents/convtxt/cms_convtxt_fr.htm

⁷⁴ <http://www.cites.org/fra/index.php>

⁷⁵ <http://whc.unesco.org/fr/35/>

⁷⁶ www.ramsar.org

⁷⁷ www.un.org/Depts/los/convention_agreements/convention_overview_convention.htm

⁷⁸ http://ec.europa.eu/environment/nature/legislation/index_en.htm

⁷⁹ http://ec.europa.eu/environment/water/water-framework/index_en.html

⁸⁰ http://ec.europa.eu/agriculture/index_en.htm

⁸¹ http://ec.europa.eu/legislation_summaries/environment/water_protection_management/l28164_fr.htm

⁸² http://ec.europa.eu/fisheries/cfp/index_fr.htm

⁸³ http://ec.europa.eu/fisheries/cfp/international/rfmo/index_fr.htm

⁸⁴ www.helcom.fi

⁸⁵ www.ospar.org/welcome.asp?menu=3

⁸⁶ www.unepmap.org/index.php?module=content2&catid=001001004

⁸⁷ www.initiative-pim.org

⁸⁸ www.nobanis.org

⁸⁹ www.europeansmallislands.net/fr/

⁹⁰ www.europeanislands.net